

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2011 — 616

[C — 2011/11026]

10 JANVIER 2011. — Loi sur la protection des obtentions végétales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Matière visée

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

La présente loi transpose partiellement la Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques.

Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° « Office » : l'office chargé d'octroyer des certificats d'obtenteur, institué auprès du Service public fédéral qui a la protection des obtentions végétales dans ses attributions;

2° « ministre » : le ministre qui a la protection des obtentions végétales dans ses attributions;

3° « Partie contractante » : un Etat ou une organisation intergouvernementale membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales;

4° « Service d'une partie contractante » : le service chargé d'octroyer des droits d'obtenteur de cette partie;

5° « variété » : un ensemble végétal d'un seul taxon botanique du rang le plus bas connu qui, qu'il réponde ou non pleinement aux conditions pour l'octroi d'un droit d'obtenteur, peut être :

- défini par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes,

- distingué de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères,

et

- considéré comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduit sans changement;

6° « constituants variétaux » : les végétaux entiers ou parties de végétaux dans la mesure où ces parties peuvent produire des végétaux entiers;

7° « écrit » : suite de signes intelligibles signés et accessibles pouvant être consultés ultérieurement, quels que soient leur support et leur mode de transmission.

CHAPITRE 2. — *Droit matériel*

Section 1^{re}. — Conditions régissant l'octroi du droit d'obtenteur

Objet de la protection

Art. 3. Les variétés de tous les genres et espèces botaniques, y compris notamment leurs hybrides, peuvent faire l'objet d'un droit d'obtenteur.

Variétés susceptibles d'être protégées

Art. 4. Le droit d'obtenteur est octroyé lorsque la variété est distincte, homogène, stable et nouvelle.

En outre, la variété doit être désignée par une dénomination conformément aux dispositions de l'article 42.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2011 — 616

[C — 2011/11026]

10 JANUARI 2011. — Wet ter bescherming van kweekproducten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Beoogde materie

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 98/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 juli 1998 betreffende de rechtsbescherming van biotechnologische uitvindingen.

Definities

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « Dienst » : de bij de Federale overheidsdienst opgerichte dienst, tot wiens bevoegdheid de bescherming van kweekproducten behoort, die belast is met het verlenen van kwekerscertificaten;

2° « minister » : de minister tot wiens bevoegdheid de bescherming van kweekproducten behoort;

3° « Verdragsluitende partij » : een Staat of een intergouvernementele organisatie die lid is van de Internationale Unie tot bescherming van kweekproducten;

4° « Dienst van een verdragsluitende partij » : de met de verlening van kwekersrechten belaste dienst van die partij;

5° « ras » : een plantengroep van een botanische taxon van de laagst bekende rang die, ongeacht of volledig wordt voldaan aan de voorwaarden voor het verlenen van een kwekersrecht, kan worden :

- gedefinieerd aan de hand van de expressie van de eigenschappen die het resultaat is van een bepaald genotype of van een bepaalde combinatie van genotypen,

- onderscheiden van elke andere plantengroep op grond van de expressie van ten minste één van die eigenschappen,

en

- beschouwd als een eenheid, gezien zijn geschiktheid om onveranderd te worden vermeerderd;

6° « rascomponenten » : de volledige planten of plantendelen, voor zover die delen volledige planten kunnen voortbrengen;

7° « geschrift » : opeenvolging van duidelijk gehandtekende en toegankelijke tekens die nadien geraadpleegd kunnen worden ongeacht hun drager en hun wijze van overdracht.

HOOFDSTUK 2. — *Materieel recht*

Afdeling 1. — Voorwaarden inzake de verlening van het kwekersrecht

Voorwerp van de bescherming

Art. 3. Rassen van alle botanische geslachten en soorten, met inbegrip van onder meer hun hybriden, kunnen het voorwerp uitmaken van een kwekersrecht.

Voor bescherming in aanmerking komende rassen

Art. 4. Het kwekersrecht wordt verleend wanneer het ras onderscheidbaar, homogeen, bestendig en nieuw is.

Bovendien moet het ras worden aangeduid met een benaming in overeenstemming met hetgeen bepaald is in artikel 42.

Distinction

Art. 5. § 1^{er}. Une variété est considérée comme distincte si elle se distingue nettement, par référence à l'expression des caractères qui résulte d'un génotype ou d'une combinaison de génotypes donnés, de toute autre variété dont l'existence est notoirement connue à la date de dépôt de la demande déterminée conformément à l'article 32 ou, le cas échéant, à la date de priorité déterminée conformément à l'article 33.

§ 2. L'existence d'une autre variété est notamment considérée comme notoirement connue si, à la date de dépôt de la demande déterminée conformément à l'article 32 ou, le cas échéant, à la date de priorité déterminée conformément à l'article 33 :

1° cette autre variété fait l'objet d'une protection des obtentions végétales ou est inscrite dans un registre officiel des variétés, dans tout Etat ou auprès de toute organisation intergouvernementale compétente dans ce domaine;

2° une demande d'octroi d'une protection des obtentions végétales pour cette autre variété ou d'inscription dans un tel registre officiel est introduite, à condition qu'entre-temps la demande ait donné lieu à l'octroi de la protection ou à l'inscription dans le registre;

3° la culture ou la commercialisation de cette autre variété est déjà en cours;

4° cette autre variété est présente dans une collection de référence ou est décrite précisément dans une publication.

Homogénéité

Art. 6. Une variété est considérée comme homogène si elle est suffisamment homogène dans l'expression des caractères compris dans l'examen de la distinction et de tout autre caractère utilisé pour la description de la variété, sous réserve de la variation prévisible compte tenu des particularités de sa multiplication.

Stabilité

Art. 7. Une variété est considérée comme stable si l'expression des caractères compris dans l'examen de la distinction et de tout autre caractère utilisé pour la description de la variété reste inchangée à la suite de multiplications successives ou, en cas de cycle particulier de multiplication, à la fin de chaque cycle.

Nouveauté

Art. 8. § 1^{er}. Une variété est considérée comme nouvelle si, à la date de dépôt de la demande déterminée conformément à l'article 32 ou, le cas échéant, à la date de priorité déterminée conformément à l'article 33, des constituants variétaux ou un matériel de récolte de la variété n'ont pas été vendus ou cédés d'une autre manière à des tiers, par l'obteneur ou avec son consentement, aux fins de l'exploitation de la variété :

1° sur le territoire de la Belgique, plus d'un an avant la date susmentionnée;

2° en dehors du territoire de la Belgique, plus de quatre ans ou, dans le cas des arbres ou de la vigne, plus de six ans avant la date susmentionnée.

§ 2. La cession de constituants variétaux à un organisme officiel à des fins légales ou à des tiers sur la base d'un contrat ou de tout autre rapport de droit aux fins exclusives de production, de reproduction, de multiplication, de conditionnement ou de stockage n'est pas considérée comme une cession à des tiers au sens du § 1^{er}, à condition que l'obteneur conserve le droit exclusif de cession de ces constituants variétaux ou d'autres et qu'il ne soit pas procédé à une autre cession.

Toutefois, cette cession de constituants variétaux est considérée comme une cession au sens du § 1^{er} si ces constituants sont utilisés de manière répétée pour la production d'une variété hybride et s'il y a cession de constituants variétaux ou d'un matériel de récolte de la variété hybride.

De même, la cession de constituants variétaux par une société ou une entreprise au sens de l'article 54, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à une autre de ces sociétés ou entreprises n'est pas considérée comme une cession à des tiers si l'une d'elles appartient entièrement à l'autre ou si les deux appartiennent entièrement à une troisième société ou entreprise de ce type, à condition qu'il ne soit pas procédé à une autre cession. Cette disposition ne s'applique pas aux sociétés coopératives.

Onderscheidbaarheid

Art. 5. § 1. Een ras wordt als onderscheidbaar beschouwd indien het door de expressie van de eigenschappen die voortvloeit uit een bepaald genotype of combinatie van genotypen, duidelijk te onderscheiden is van elk ander ras waarvan het bestaan op de datum van indiening van de aanvraag zoals bepaald in artikel 32, of in voorkomend geval, op de voorangsdatum zoals bepaald in artikel 33, algemeen bekend is.

§ 2. Het bestaan van een ander ras wordt met name als algemeen bekend beschouwd, indien op de datum van indiening van de aanvraag zoals bepaald in artikel 32, of in voorkomend geval, op de voorangsdatum zoals bepaald in artikel 33 :

1° dat andere ras al het voorwerp van een kwekersrecht uitmaakt, of het ras in een officieel rassenregister is opgenomen in enige Staat of in een intergouvernementele organisatie die op dit gebied bevoegd is;

2° voor dat andere ras al een aanvraag voor het verlenen van een kwekersrecht of tot opnemning ervan in een officieel rassenregister is ingediend, mits de aanvraag intussen heeft geleid tot de verlening van de bescherming of tot de inschrijving in het register;

3° de teelt of de verhandeling van dat andere ras reeds begonnen is;

4° dat andere ras in een referentiecollectie komt, of in een publicatie nauwkeurig beschreven wordt.

Homogeniteit

Art. 6. Een ras wordt als homogeen beschouwd indien het voldoende homogeen is in de expressie van de eigenschappen die in aanmerking worden genomen bij het onderzoek van de onderscheidbaarheid, alsmede van elke andere eigenschap die voor de rasbeschrijving wordt gebruikt, behoudens de variatie die mag worden verwacht in verband met de bijzonderheden die eigen zijn aan de vermeerdering ervan.

Bestendigheid

Art. 7. Een ras wordt als bestendig beschouwd indien de expressie van de eigenschappen die in aanmerking worden genomen bij het onderzoek van de onderscheidbaarheid, alsmede van elke andere eigenschap die voor de rasbeschrijving wordt gebruikt, onveranderd blijft na achtereenvolgende vermeerderingen of, in het geval van een bijzondere vermeerderingscyclus, aan het eind van elke cyclus.

Nieuwheid

Art. 8. § 1. Een ras wordt als nieuw beschouwd als op de datum van indiening van de aanvraag zoals bepaald in artikel 32, of in voorkomend geval, op de voorangsdatum zoals bepaald in artikel 33, geen rascomponenten of oogstmateriaal van het ras door of met toestemming van de kweker aan derden zijn verkocht of anderszins afgestaan, met het oog op exploitatie van het ras :

1° op het grondgebied van België eerder dan één jaar vóór de bovengenoemde datum;

2° buiten het grondgebied van België, eerder dan vier jaar of, in het geval van bomen of wijnstokken, eerder dan zes jaar vóór de bovengenoemde datum.

§ 2. Het afstaan van rascomponenten aan een officiële instantie voor wettelijke doeleinden, of aan derden uit hoofde van een overeenkomst of een andere rechtsverhouding uitsluitend met het oog op voortbrenging, vermeerdering, vermenigvuldiging, conditionering of opslag, wordt niet beschouwd als afstand aan derden in de zin van § 1, voor zover de kweker het uitsluitende beschikkingsrecht over deze en andere rascomponenten behoudt en geen verdere afstand plaatsvindt.

Deze afstand van rascomponenten wordt echter als afstand in de zin van § 1 beschouwd indien deze componenten herhaaldelijk worden gebruikt bij de voortbrenging van hybriden en indien er afstand plaatsvindt van rascomponenten of oogstmateriaal van hybriden.

Deze afstand van rascomponenten door een vennootschap of onderneming in de zin van artikel 54, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie aan een andere dergelijke vennootschap of onderneming wordt niet als afstand aan derden beschouwd indien een van hen geheel deel uitmaakt van de andere, of indien beiden geheel deel uitmaken van een derde dergelijke vennootschap of onderneming, voor zover geen verdere afstand plaatsvindt. Deze bepaling geldt niet voor coöperatieve vennootschappen.

§ 3. La cession de constituants variétaux ou de matériel de récolte de la variété qui ont été produits à partir de végétaux cultivés aux fins spécifiées à l'article 15, 2° et 3°, et qui ne sont pas utilisés en vue d'une nouvelle multiplication n'est pas considérée comme une exploitation de la variété, à moins qu'il ne soit fait référence à cette variété aux fins de cette cession.

De même, il n'est pas tenu compte de la cession à des tiers si elle est due au fait ou est la conséquence du fait que l'obtenteur a présenté la variété dans une exposition officielle ou officiellement reconnue au sens de la Convention relative aux expositions internationales ou dans une exposition organisée dans un Etat membre de l'Union européenne et officiellement reconnue comme équivalente par cet Etat membre.

Dénomination

Art. 9. Le demandeur désigne la variété par une dénomination, conformément à l'article 42.

Section 2. — Ayants droit ou ayants cause

Droit à la protection

Art. 10. § 1^{er}. La personne qui a créé ou qui a découvert et développé la variété ou son ayant droit ou ayant cause, ci-après dénommée « obtenteur », a droit au droit d'obtenteur.

§ 2. Si la variété nouvelle a été créée ou découverte et développée par deux ou plusieurs personnes, le droit appartient conjointement à ces personnes ou à leurs ayants droit ou à leurs ayants cause respectifs, sauf convention contraire.

§ 3. Si la variété nouvelle a été créée ou découverte et développée par un salarié dans le cadre de son contrat de travail, le droit reviendra à l'employeur, sauf stipulation contraire.

Habilitation à déposer une demande de droit d'obtenteur

Art. 11. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale ou tout organisme, assimilé à une personne morale en vertu de la législation dont il relève, peut déposer une demande de droit d'obtenteur.

§ 2. Une demande peut être déposée conjointement par deux personnes ou plus.

Section 3. — Effets du droit d'obtenteur

Etendue du droit d'obtenteur - Actes

Art. 12. § 1^{er}. Le droit d'obtenteur a pour effet de réserver à son ou ses titulaires, ci-après dénommés « titulaire », le droit d'accomplir les actes indiqués au § 2.

§ 2. Sans préjudice des articles 14 et 15, l'autorisation du titulaire est requise pour les actes suivants accomplis à l'égard des constituants variétaux, du matériel de récolte ou des produits fabriqués directement à partir d'un matériel de récolte de la variété protégée :

- 1° la production ou la multiplication;
- 2° le conditionnement aux fins de la multiplication;
- 3° l'offre à la vente;
- 4° la vente ou toute autre forme de commercialisation;
- 5° l'importation;
- 6° l'exportation;
- 7° la détention à l'une des fins mentionnées ci-dessus.

Le titulaire peut subordonner son autorisation à des conditions et à des limitations.

§ 3. Le § 2 s'applique au matériel de récolte uniquement si celui-ci a été obtenu par l'utilisation non autorisée de constituants variétaux de la variété protégée et sauf si le titulaire a pu raisonnablement exercer son droit en relation avec lesdits constituants variétaux.

§ 4. Le § 2 s'applique aux produits fabriqués directement à partir d'un matériel de récolte de la variété protégée uniquement si ces produits ont été fabriqués par l'utilisation non autorisée dudit matériel de récolte et sauf si le titulaire a pu raisonnablement exercer son droit en relation avec ledit matériel de récolte.

§ 3. De afstand van rascomponenten of oogstmateriaal van het ras die zijn voortgebracht uit planten die worden gekweekt voor de in artikel 15, 2° en 3°, genoemde doeleinden en die niet voor verdere vermeerdering worden gebruikt, wordt niet als exploitatie van het ras beschouwd, tenzij met het oog op die afstand wordt verwezen naar het ras.

Ook wordt geen rekening gehouden met afstand aan derden indien deze hetzij gebeurt in verband met, hetzij als gevolg van het feit dat de kweker het ras heeft gepresenteerd op een officiële of officieel erkende tentoonstelling in de zin van het Verdrag betreffende internationale tentoonstellingen, of op een tentoonstelling in een lidstaat van de Europese Unie en die door die lidstaat officieel als gelijkwaardig is erkend.

Benaming

Art. 9. De aanvrager duidt het ras aan door een benaming overeenkomstig artikel 42.

Afdeling 2. — Rechthebbenden en rechtverkrijgenden

Recht op bescherming

Art. 10. § 1. Het recht op een kwekersrecht komt toe aan de persoon die het ras heeft gekweekt, of het heeft ontdekt en ontwikkeld, of aan zijn rechthebbende of rechtverkrijgende, die hierna « de kweker » wordt genoemd.

§ 2. Indien het nieuwe ras door twee of meer personen werd gekweekt, of werd ontdekt en ontwikkeld, komt het recht gezamenlijk toe aan deze personen of hun respectievelijke rechthebbenden of rechtverkrijgenden, tenzij anders is overeengekomen.

§ 3. Indien het nieuwe ras door een werknemer in de uitoefening van zijn arbeidscontract werd gekweekt, of werd ontdekt en ontwikkeld, komt dit recht toe aan de werkgever, tenzij anders is overeengekomen.

Recht op het indienen van een aanvraag voor een kwekersrecht

Art. 11. § 1. Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon of elke instelling, die ingevolge het recht dat op haar van toepassing is met een rechtspersoon gelijk wordt gesteld, kan een aanvraag voor een kwekersrecht indienen.

§ 2. Een aanvraag kan ook door twee of meer aanvragers gezamenlijk worden ingediend.

Afdeling 3. — Rechtsgevolgen van het kwekersrecht

Omvang van het kwekersrecht - Handelingen

Art. 12. § 1. Het kwekersrecht heeft als rechtsgevolg dat aan de houder of houders ervan, hierna « de houder » genoemd, het recht wordt voorbehouden om de in § 2 genoemde handelingen te verrichten.

§ 2. Onverminderd de artikelen 14 en 15, is de toestemming van de houder vereist voor de volgende handelingen uitgevoerd met betrekking tot rascomponenten, het oogstmateriaal of de producten die rechtstreeks zijn verkregen uit oogstmateriaal van het beschermde ras :

- 1° het voortbrengen of de vermeerdering;
- 2° het conditioneren ten behoeve van de vermeerdering;
- 3° het te koop aanbieden;
- 4° het verkopen of op een andere wijze commercialiseren;
- 5° de invoer;
- 6° de uitvoer;
- 7° de opslag voor een van de hierboven genoemde doeleinden.

De houder kan aan zijn toestemming voorwaarden en beperkingen verbinden.

§ 3. Paragraaf 2 is voor oogstmateriaal slechts van toepassing indien dit werd verkregen door het niet-toegestane gebruik van rascomponenten van het beschermde ras, en tenzij de houder een redelijke mogelijkheid gehad heeft om zijn recht met betrekking tot genoemd oogstmateriaal uit te oefenen.

§ 4. Paragraaf 2 is van toepassing op producten die rechtstreeks zijn verkregen uit oogstmateriaal van het beschermde ras, indien deze producten werden verkregen door het niet-toegestane gebruik van dit oogstmateriaal, en tenzij de houder een redelijke mogelijkheid gehad heeft om zijn recht met betrekking tot genoemd oogstmateriaal uit te oefenen.

Etendue du droit d'obtenteur - Variétés

Art. 13. § 1^{er}. Les dispositions de l'article 12 s'appliquent également :

1° aux variétés essentiellement dérivées de la variété protégée, lorsque celle-ci n'est pas elle-même une variété essentiellement dérivée,

2° aux variétés qui ne se distinguent pas nettement de la variété protégée conformément à l'article 5,

et

3° aux variétés dont la production nécessite l'utilisation répétée de la variété protégée.

§ 2. Aux fins du § 1^{er}, 1°, une variété est réputée essentiellement dérivée d'une autre variété, dénommée ci-après « variété initiale », si

1° elle est principalement dérivée de la variété initiale, ou d'une variété qui est elle-même principalement dérivée de la variété initiale,

2° elle se distingue nettement de la variété initiale conformément à l'article 5,

et

3° sauf en ce qui concerne les différences résultant de la dérivation, elle est conforme à la variété initiale dans l'expression des caractères essentiels qui résulte du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale.

§ 3. Les variétés essentiellement dérivées peuvent être obtenues, par exemple, par sélection d'un mutant naturel ou induit ou d'un variant somaclonal, par sélection d'un individu variant parmi les plantes de la variété initiale, par rétrocroisements ou par transformation par génie génétique.

Dérivation au droit d'obtenteur

Art. 14. § 1^{er}. Nonobstant l'article 12, § 2, les agriculteurs sont autorisés à utiliser, à des fins de multiplication dans leur propre exploitation, le produit de la récolte obtenu par la mise en culture, dans leur propre exploitation, d'une variété protégée ou d'une variété visée à l'article 13.

§ 2. Les conditions permettant de donner effet à la dérogation prévue au § 1^{er} et de sauvegarder les intérêts légitimes de l'obtenteur et de l'agriculteur sont fixées par le Roi.

Limitation des effets du droit d'obtenteur

Art. 15. Le droit d'obtenteur ne s'étend pas :

1° aux actes accomplis à titre privé et à des fins non commerciales;

2° aux actes accomplis à titre expérimental;

3° aux actes accomplis en vue de créer ou de découvrir et mettre au point d'autres variétés;

4° aux actes mentionnés à l'article 12, §§ 2, 3 et 4, portant sur ces autres variétés, sauf si l'article 13 est applicable;

5° aux actes dont l'interdiction serait contraire aux dispositions de l'article 14 ou de l'article 25.

Epuisement du droit d'obtenteur

Art. 16. § 1^{er}. Le droit d'obtenteur ne s'étend pas aux actes concernant du matériel de la variété protégée, ou d'une variété visée à l'article 13, qui a été commercialisé sur le territoire de l'Union européenne, par le titulaire ou avec son consentement, ou concernant du matériel dérivé dudit matériel, à moins que ces actes :

1° impliquent une nouvelle multiplication de la variété en cause, sauf si cette multiplication était prévue lors de la cession du matériel,

ou

2° impliquent une exportation de matériel de la variété permettant de reproduire la variété vers un pays qui ne protège pas les variétés du genre végétal ou de l'espèce végétale dont la variété fait partie, sauf si le matériel exporté est destiné à la consommation.

§ 2. Aux fins du § 1^{er} on entend par « matériel », en relation avec une variété :

1° les constituants variétaux, sous quelque forme que ce soit;

2° le produit de la récolte, y compris les plantes entières et les parties de plantes;

3° tout produit fabriqué directement à partir du produit de la récolte.

Omvang van het kwekersrecht - Rassen

Art. 13. § 1. De bepalingen van artikel 12 zijn ook van toepassing :

1° op rassen die in wezen afgeleid zijn van het beschermde ras als het beschermde ras zelf niet een in wezen afgeleid ras is,

2° op rassen die, overeenkomstig artikel 5, niet duidelijk te onderscheiden zijn van het beschermde ras,

en

3° op rassen waarvan de voortbrenging het herhaalde gebruik van het beschermde ras vereist.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 1°, wordt een ras geacht in wezen van een ander ras, hierna « het oorspronkelijke ras », afgeleid te zijn, als

1° het hoofdzakelijk is afgeleid van het oorspronkelijke ras of van een ras dat zelf hoofdzakelijk is afgeleid van het oorspronkelijke ras,

2° het duidelijk te onderscheiden is van het oorspronkelijke ras, overeenkomstig artikel 5,

en

3° afgezien van de afwijkingen die voortvloeien uit de afleiding, het overeenkomt met het oorspronkelijke ras in de expressie van de wezenlijke eigenschappen die het resultaat is van het genotype of van de combinatie van genotypen van het oorspronkelijke ras.

§ 3. In wezen afgeleide rassen kunnen bijvoorbeeld zijn verkregen door middel van de selectie van een natuurlijke of teweeggebrachte mutant of van een somaclonale variant, door de selectie van een individu dat afwijkt van planten van het oorspronkelijke ras, door terugkruisingen of door transformatie door middel van genetische modificatie.

Afwijking van het kwekersrecht

Art. 14. § 1. Onverminderd artikel 12, § 2, worden landbouwers gemachtigd om voor vermeerderingsdoeleinden op hun eigen bedrijf, het product te gebruiken van de oogst die zij hebben verkregen door aanplanting op hun eigen bedrijf van teeltmateriaal van een beschermd ras of een ras dat valt onder artikel 13.

§ 2. De voorwaarden die uitvoering geven aan de in § 1 bedoelde afwijking, en die de rechtmatige belangen van de kweker en van de landbouwer beschermen, worden door de Koning vastgesteld.

Beperking van de gevolgen van het kwekersrecht

Art. 15. Het kwekersrecht strekt zich niet uit tot :

1° handelingen die in de particuliere sfeer en voor niet commerciële doeleinden zijn verricht;

2° handelingen die voor experimentele doeleinden zijn verricht;

3° handelingen die zijn verricht ten behoeve van het kweken, of van het ontdekken en ontwikkelen van andere rassen;

4° handelingen als bedoeld in artikel 12, §§ 2, 3 en 4, met betrekking tot die andere rassen, behalve wanneer artikel 13 van toepassing is;

5° handelingen waarvan het verbod inbreuk zou maken op de bepalingen van artikel 14 of artikel 25.

Uitputting van het kwekersrecht

Art. 16. § 1. Het kwekersrecht strekt zich niet uit tot handelingen betreffende materiaal van het beschermde ras, of van een ras bedoeld in artikel 13, dat op het grondgebied van de Europese Unie door de houder, of met diens toestemming, werd gecommercialiseerd, of betreffende materiaal afgeleid van dit materiaal, tenzij die handelingen :

1° een verdere vermeerdering van het betrokken ras inhouden, tenzij het materiaal juist met het oog op die vermeerdering is afgestaan,

of

2° een uitvoer van materiaal van het ras inhouden waardoor de vermeerdering van het ras mogelijk wordt gemaakt naar een land dat geen bescherming kent van rassen van het plantengeslacht of van de plantensoort waartoe het ras behoort, behalve wanneer het uitvoer voor verbruiksdoeleinden betreft.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt met betrekking tot een ras verstaan onder « materiaal » :

1° de rascomponenten, in welke vorm ook;

2° het geoogste product, met inbegrip van volledige planten en van plantendelen;

3° elk product dat rechtstreeks uit het geoogste product is vervaardigd.

Utilisation des dénominations variétales

Art. 17. § 1^{er}. Toute personne qui, sur le territoire de la Belgique, offre ou cède à des tiers, à des fins commerciales, des constituants variétaux d'une variété protégée ou d'une variété couverte par l'article 13 est tenue d'utiliser la dénomination variétale qui a été approuvée conformément à l'article 42. Sous forme écrite, la dénomination variétale doit être facilement reconnaissable et clairement lisible. Si une marque, un nom commercial ou une indication similaire est associée à la dénomination variétale attribuée, cette dénomination doit être facilement reconnaissable en tant que telle.

§ 2. Le § 1^{er} continue à s'appliquer même après l'extinction du droit d'obteneur.

Limitation de l'utilisation des dénominations variétales

Art. 18. § 1^{er}. Le titulaire ne peut utiliser un droit conféré en ce qui concerne une dénomination identique à la dénomination variétale pour entraver la libre utilisation de cette dénomination en relation avec cette variété, même après l'extinction du droit d'obteneur.

§ 2. Un tiers peut utiliser un droit conféré en ce qui concerne une dénomination identique à la dénomination variétale pour entraver la libre utilisation de cette dénomination uniquement si ce droit a été accordé avant l'attribution de la dénomination variétale conformément à l'article 42.

§ 3. Lorsqu'une variété bénéficie d'un droit d'obteneur, la dénomination qui lui a été attribuée ou toute autre dénomination avec laquelle elle pourrait être confondue ne peut être utilisée, sur le territoire de l'Union européenne, en relation avec une autre variété de la même espèce botanique ou d'une espèce voisine ou pour le matériel de cette autre variété.

Le Roi définit les espèces considérées comme voisines.

Section 4. — Durée et extinction du droit d'obteneur

Durée du droit d'obteneur

Art. 19. Le droit d'obteneur s'éteint au terme de la vingt-cinquième année civile suivant celle de l'octroi du droit d'obteneur; pour les variétés de vignes, d'arbres et de pommes de terre, il s'éteint au terme de la trentième année civile.

Renonciation au droit d'obteneur

Art. 20. § 1^{er}. Le titulaire peut renoncer au droit d'obteneur par une déclaration écrite et signée adressée à l'Office.

§ 2. La renonciation entraîne l'extinction du droit d'obteneur à la date de réception par l'Office de la déclaration visée au § 1^{er} et sous réserve de son inscription au registre visé à l'article 51, ci-après dénommé « le Registre ». Toutefois si, à cette date, la taxe annuelle pour le maintien en vigueur du droit d'obteneur n'a pas encore été acquittée, la déchéance du droit d'obteneur prend effet au terme de la période couverte par la dernière taxe annuelle acquittée.

§ 3. La renonciation ne peut être inscrite s'il existe, d'après les inscriptions portées au Registre, des personnes qui, relativement au droit d'obteneur, détiennent des droits ou ont obtenu des licences, ou qui ont engagé une procédure en revendication du droit d'obteneur, à moins que ces personnes n'acquiescent à la renonciation.

§ 4. Les dispositions du présent article sont applicables par analogie à la demande d'un droit d'obteneur.

Nullité du droit d'obteneur

Art. 21. § 1^{er}. Le droit d'obteneur est déclaré nul par le tribunal si :

1° les conditions fixées à l'article 5 ou 8 n'étaient pas remplies au moment de l'octroi du droit d'obteneur,

ou

2° lorsque l'octroi du droit d'obteneur a été essentiellement fondé sur les renseignements et documents fournis par le demandeur, les conditions fixées aux articles 6 et 7 n'étaient pas effectivement remplies au moment de l'octroi du droit d'obteneur,

ou

3° le droit d'obteneur a été octroyé à une personne qui n'y avait pas droit, à moins qu'il ne soit transféré à la personne qui y a droit.

§ 2. Le droit d'obteneur déclaré nul est réputé n'avoir pas eu, dès l'origine, les effets prévus par la présente loi.

Gebruik van de rasbenamingen

Art. 17. § 1. Eenieder die op het grondgebied van België rascomponenten van een beschermd ras of van een ras dat onder de bepalingen van artikel 13, valt, voor commerciële doeleinden aanbiedt of aan derden afstaat, is gehouden de rasbenaming te gebruiken die overeenkomstig artikel 42 werd goedgekeurd. Bij een schriftelijke vermelding moet de rasbenaming gemakkelijk herkenbaar en duidelijk leesbaar zijn. Als een merk, een handelsnaam of een soortgelijke aanduiding met de vastgestelde rasbenaming verbonden is, moet deze benaming gemakkelijk als zodanig herkenbaar zijn.

§ 2. Paragraaf 1 blijft ook na de beëindiging van het kwekersrecht van toepassing.

Beperking van het gebruik van de rasbenamingen

Art. 18. § 1. De houder mag een recht dat is verleend met betrekking tot een aanduiding die gelijk is aan de rasbenaming, niet gebruiken om te verhinderen dat die benaming voor dat ras vrij wordt gebruikt, ook niet na beëindiging van het kwekersrecht.

§ 2. Derden mogen een recht dat is verleend met betrekking tot een aanduiding die gelijk is aan de rasbenaming, slechts gebruiken om te verhinderen dat die benaming vrij wordt gebruikt, indien dat recht is verleend voordat de rasbenaming overeenkomstig artikel 42 werd vastgesteld.

§ 3. Wanneer een ras onder een kwekersrecht valt, mag op het Grondgebied van de Europese Unie noch de voor dat ras vastgestelde benaming, noch een aanduiding die met die benaming kan worden verward, gebruikt worden in samenhang met een ander ras van dezelfde botanische soort of van een verwante soort, dan wel voor materiaal van dit andere ras.

De Koning bepaalt de als verwant te beschouwen soorten.

Afdeling 4. — Duur en beëindiging van het kwekersrecht

Duur van het kwekersrecht

Art. 19. Het kwekersrecht duurt tot het einde van het vijfentwintigste kalenderjaar dat volgt op het jaar van verlening van het kwekersrecht; voor de rassen van wijnstokken, bomen en aardappelen duurt het tot het einde van het dertigste kalenderjaar.

Afstand van het kwekersrecht

Art. 20. § 1. De houder kan afstand doen van het kwekersrecht door een ondertekende en geschreven verklaring te sturen aan de Dienst.

§ 2. De afstand heeft het eind van het kwekersrecht tot gevolg op de datum van ontvangst door de Dienst van de in § 1 bedoelde verklaring en behoudens zijn inschrijving in het in artikel 51 bedoelde register, hierna « het Register » genoemd. Indien echter op die dag de jaartaks voor het instandhouden van het kwekersrecht nog niet betaald is, dan heeft het verval van het kwekersrecht uitwerking op het einde van de periode waarvoor de laatste jaartaks betaald werd.

§ 3. De afstand kan niet ingeschreven worden wanneer uit inschrijvingen in het Register blijkt dat er personen zijn die, met betrekking tot het kwekersrecht rechten of licenties hebben verkregen, of die een vordering hebben ingesteld tot opeising van het kwekersrecht, tenzij die personen met de afstand instemmen.

§ 4. De bepalingen van dit artikel zijn van overeenkomstige toepassing op de aanvraag voor een kwekersrecht.

Nietigheid van het kwekersrecht

Art. 21. § 1. Het kwekersrecht wordt door de rechtbank nietig verklaard als :

1° op het tijdstip van de verlening van het kwekersrecht de in artikel 5 of 8 bepaalde voorwaarden niet waren vervuld,

of

2° indien de verlening van het kwekersrecht voornamelijk was gebaseerd op door de aanvrager verstrekte inlichtingen en documenten, op het tijdstip van de verlening ervan de in de artikelen 6 en 7 vastgestelde voorwaarden niet daadwerkelijk waren vervuld,

of

3° het kwekersrecht werd verleend aan een persoon die daartoe niet gerechtigd was, tenzij het wordt overgedragen aan degene die daartoe recht heeft.

§ 2. Indien het kwekersrecht nietig is verklaard, wordt het geacht van de aanvang af niet de in deze wet omschreven rechtsgevolgen te hebben gehad.

Déchéance du droit d'obtenteur

Art. 22. § 1^{er}. A défaut de paiement de la taxe annuelle prévue à l'article 50 dans le délai prescrit, le titulaire est déchu de plein droit de ses droits. La déchéance prend effet à la date de l'échéance de la taxe annuelle non acquittée.

§ 2. Le tribunal prononce la déchéance du droit d'obtenteur du titulaire, avec effet in futurum, s'il est établi que les conditions énoncées à l'article 6 ou 7 ne sont plus remplies.

S'il est établi que ces conditions n'étaient déjà plus remplies à une date antérieure à celle de la déchéance, la déchéance peut prendre effet à compter de cette date.

§ 3. L'Office peut prononcer la déchéance du droit d'obtenteur du titulaire, avec effet in futurum, après mise en demeure et dans un délai raisonnable qui lui est notifié :

1° si le titulaire a failli à l'obligation visée à l'article 43, § 1^{er},

ou

2° si le titulaire ne répond pas à une demande de l'Office en vertu de l'article 44, § 3, en vue du contrôle du maintien de la variété,

ou

3° si le titulaire ne propose pas une autre dénomination appropriée alors que l'Office prévoit de radier la dénomination variétale.

§ 4. Excepté dans les cas visés aux §§ 1^{er} et 2, la déchéance prend effet à la date mentionnée dans la notification visée au § 3, sous réserve de son inscription dans le Registre.

Section 5. — Le droit d'obtenteur comme objet de propriété

Transfert de propriété

Art. 23. § 1^{er}. La demande d'un droit d'obtenteur et le droit d'obtenteur peuvent être transférés à un ou plusieurs ayants droit ou ayants cause.

§ 2. Le transfert entre vifs d'une demande ou d'un droit d'obtenteur doit être fait par écrit à peine de nullité.

§ 3. Sauf dispositions contraires de l'article 62, le transfert ne porte pas atteinte aux droits acquis par des tiers avant la date du transfert.

§ 4. Tout transfert doit être notifié à l'Office dans les formes et délais fixés par le Roi.

§ 5. Le transfert n'a d'effet à l'égard de l'Office et n'est opposable aux tiers qu'à partir de la date de réception par l'Office des preuves documentaires telles que requises par le Roi et sous réserve de son inscription au Registre. Toutefois, avant son inscription au Registre, un transfert est opposable aux tiers qui ont acquis des droits après la date du transfert, mais qui avaient connaissance de celui-ci lors de l'acquisition de ces droits.

Licences contractuelles

Art. 24. § 1^{er}. Une demande de droit d'obtenteur ou un droit d'obtenteur peut faire, en totalité ou en partie, l'objet de licences contractuelles. Ces licences peuvent être exclusives ou non exclusives.

§ 2. Les licences doivent être délivrées par écrit à peine de nullité.

§ 3. Le demandeur ou le titulaire notifie sans délai à l'Office, de la manière arrêtée par le Roi, les licences qu'il concède en Belgique.

§ 4. Les licences n'ont d'effet à l'égard de l'Office et ne sont opposables aux tiers qu'à partir de la date de réception par l'Office de la notification visée au § 3 et sous réserve de son inscription au Registre. Toutefois, avant son inscription au Registre, une licence est opposable aux tiers qui ont acquis des droits après la date de la concession de la licence, mais qui avaient connaissance de celle-ci lors de l'acquisition de ces droits.

§ 5. Le demandeur ou le titulaire peut invoquer les droits conférés par la demande ou par le droit d'obtenteur à l'encontre d'une personne détenant une licence qui enfreint l'une des conditions ou limitations attachées à sa licence.

Verval van het kwekersrecht

Art. 22. § 1. Indien de in artikel 50 voorziene jaartaks niet betaald wordt binnen de gestelde termijn is de houder van rechtswege vervallen verklaard van zijn rechten. Het verval heeft uitwerking op de vervaldatum van de niet betaalde jaartaks.

§ 2. De rechtbank verklaart de houder voor de toekomst van zijn rechten vervallen, indien wordt vastgesteld dat niet langer aan de voorwaarden van artikel 6 of 7 wordt voldaan.

Indien wordt vastgesteld dat reeds op een datum vóór de vervallenverklaring niet meer aan deze voorwaarden was voldaan, kan de vervallenverklaring uitwerking hebben vanaf die datum.

§ 3. De Dienst kan de houder voor de toekomst van zijn rechten vervallen verklaren, na hem in gebreke te hebben gesteld en binnen een redelijke termijn die hem betekend wordt :

1° indien de houder de in artikel 43, § 1, bedoelde verplichting niet nagekomen is,

of

2° indien de houder een volgens artikel 44, § 3, gedaan verzoek van de Dienst met het oog op de controle van de instandhouding van het ras, niet beantwoordt,

of

3° indien de Dienst overweegt om de rasbenaming te schrappen en de houder geen andere passende benaming voorstelt.

§ 4. Behalve in de in §§ 1 en 2 bedoelde gevallen heeft het verval uitwerking op de datum van de in § 3 bedoelde betekening, behoudens zijn inschrijving in het Register.

Afdeling 5. — Het kwekersrecht als deel van het vermogen

Overdracht van eigendom

Art. 23. § 1. De aanvraag voor een kwekersrecht en het kwekersrecht kunnen worden overgedragen aan één of meer rechthebbenden of rechtverkrijgenden.

§ 2. De overdracht onder levenden van een aanvraag of van een kwekersrecht moet op straffe van nietigheid schriftelijk gebeuren.

§ 3. Behoudens andersluidende bepalingen van artikel 62, doet de overdracht geen afbreuk aan de rechten door derden verworven vóór de datum van de overdracht.

§ 4. Alle overdrachten moeten, in de door de Koning vastgestelde vormen en termijnen, aan de Dienst worden bekendgemaakt.

§ 5. De overdracht heeft alleen uitwerking jegens de Dienst en kan alleen tegengeworpen worden aan derden vanaf de datum van ontvangst door de Dienst van de bewijsstukken zoals die door de Koning vereist zijn en behoudens de inschrijving ervan in het Register. Voordat een overdracht in het Register is ingeschreven, kan zij evenwel tegengeworpen worden aan derden die na de datum van de overdracht rechten hebben verworven maar die daarvan kennis hadden toen zij deze rechten verwierven.

Contractuele licenties

Art. 24. § 1. Een aanvraag voor een kwekersrecht of een kwekersrecht kan geheel of gedeeltelijk het voorwerp van contractuele licenties uitmaken. Deze licenties kunnen uitsluitend of niet-uitsluitend zijn.

§ 2. De licenties moeten op straffe van nietigheid schriftelijk worden verleend.

§ 3. De aanvrager of de houder stelt de Dienst onverwijld op de hoogte van de licenties die hij in België verleent, op de door de Koning vastgestelde wijze.

§ 4. De licenties kunnen ten opzichte van de Dienst slechts uitwerking hebben, en aan derden worden tegengesteld, na de ontvangst van de in § 3 bedoelde kennisgeving en onder voorbehoud van zijn inschrijving in het Register. De licentie kan evenwel vóór haar inschrijving in het Register tegenstelbaar zijn aan derden die na de datum van afgifte van de licentie rechten hebben verkregen, maar die daarvan kennis hadden toen zij deze rechten verwierven.

§ 5. De aanvrager of de houder kan de uit de aanvraag of uit het kwekersrecht voortvloeiende rechten inroepen tegen een licentiehouders die een van de aan zijn licentie verbonden voorwaarden of beperkingen schendt.

Licences obligatoires

Art. 25. § 1^{er}. Le ministre peut octroyer une licence obligatoire pour l'exploitation non exclusive d'une variété végétale couverte par un droit d'obtenteur :

1° à la ou les personnes qui en font la demande, de la manière arrêtée par le Roi, mais uniquement pour des raisons d'intérêt public et à des conditions raisonnables. Le Roi peut citer certains cas à titre d'exemples de l'intérêt public;

2° au titulaire du droit d'obtenteur d'une variété essentiellement dérivée si les critères énoncés au point 1° sont remplis;

3° au titulaire d'un brevet concernant une invention biotechnologique lorsqu'il ne peut exploiter celle-ci sans porter atteinte à un droit d'obtenteur antérieur sur une variété, pour autant que l'invention biotechnologique représente un progrès technique important d'un intérêt économique considérable par rapport à la variété végétale protégée et à condition que cette licence soit octroyée principalement pour l'approvisionnement du marché national;

4° au titulaire d'un brevet concernant une invention biotechnologique, lorsque le titulaire d'un droit d'obtenteur a, conformément aux dispositions de la loi sur les brevets d'invention, obtenu une licence obligatoire pour l'exploitation non exclusive de l'invention couverte par ce brevet parce qu'il ne peut exploiter le droit d'obtenteur sans porter atteinte à ce brevet antérieur et à condition que cette licence soit octroyée principalement pour l'approvisionnement du marché national.

§ 2. Les demandeurs de licence visés au § 1^{er} doivent établir qu'ils se sont vainement adressés au titulaire du droit d'obtenteur pour obtenir une licence à l'amiable.

§ 3. La demande est transmise par le ministre à la Commission des licences obligatoires visée à l'article 27, afin que celle-ci entende les intéressés, les concilie s'il se peut et, dans le cas contraire, lui donne un avis motivé sur le bien-fondé de la demande. La Commission joint à son avis le dossier de l'affaire.

Le ministre décide de la suite à réserver à la demande et notifie sa décision aux intéressés de la manière arrêtée par le Roi.

§ 4. Dans le cas visé au § 1^{er}, 3°, la demande de licence obligatoire est déclarée fondée si le titulaire du droit d'obtenteur dominant ne conteste ni la dépendance du brevet du demandeur de la licence, ni sa validité, ni le fait que l'invention représente un progrès technique important, d'un intérêt économique considérable, par rapport à la variété végétale protégée.

Le fait pour le titulaire du droit d'obtenteur antérieur de nier la dépendance du brevet du demandeur de la licence emporte de plein droit pour ce dernier l'autorisation d'exploiter l'invention décrite dans son propre brevet ainsi que la variété végétale dominante sans pouvoir de ce chef être poursuivi en contrefaçon par le titulaire du droit d'obtenteur antérieur.

La contestation de la validité du brevet dépendant suspend la procédure administrative relative à la reconnaissance du bien-fondé de la demande de licence, à condition, soit qu'une action en nullité dudit brevet soit déjà introduite devant l'autorité compétente par le titulaire du droit d'obtenteur dominant, soit que celui-ci cite le demandeur de la licence devant le tribunal dans les deux mois de la notification qui lui a été faite du dépôt de la demande de licence.

La contestation du progrès technique important, d'un intérêt économique considérable du brevet dépendant par rapport à la variété végétale décrite dans le droit d'obtenteur dominant suspend la procédure administrative relative à la reconnaissance du bien-fondé de la demande de licence, à condition que le titulaire du droit d'obtenteur dominant introduise, dans les deux mois de la notification qui lui a été faite du dépôt de la demande de licence, une requête au tribunal siègeant comme en référé. La décision judiciaire n'est pas susceptible d'appel ou d'opposition.

L'inobservation du délai prévu aux deux alinéas précédents entraîne forclusion du droit du titulaire du droit d'obtenteur dominant de faire valoir sa contestation devant le tribunal.

Gedwongen licenties

Art. 25. § 1. De minister kan gedwongen licenties verlenen voor de niet-uitsluitende exploitatie van een door kwekersrecht beschermd plantenras :

1° aan de persoon/personen die daartoe een aanvraag hebben ingediend, op de door de Koning bepaalde wijze, maar slechts uitsluitend om redenen van algemeen belang en onder redelijke voorwaarden. De Koning kan enkele gevallen als voorbeeld van het algemeen belang vermelden;

2° aan de houder van het kwekersrecht van een in wezen afgeleid ras indien aan de criteria van punt 1° is voldaan;

3° aan de houder van een octrooi voor een biotechnologische uitvinding wanneer hij deze niet kan exploiteren zonder afbreuk te doen aan een kwekersrecht van eerdere datum, voor zover dat de biotechnologische uitvinding een belangrijke technische vooruitgang van een aanmerkelijke economische betekenis vertegenwoordigt ten opzichte van het beschermde plantenras, en op voorwaarde dat deze licentie voornamelijk wordt verleend voor de voorziening van de binnenlandse markt;

4° aan de houder van een octrooi voor een biotechnologische uitvinding, wanneer de houder van een kwekersrecht, overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake uitvindingsoctrooiën, een gedwongen licentie heeft verkregen voor de niet-uitsluitende exploitatie van de uitvinding van dit octrooi, omdat hij het kwekersrecht niet kan exploiteren zonder op het octrooi van eerdere datum inbreuk te maken, en op voorwaarde dat deze licentie voornamelijk wordt verleend voor de voorziening van de binnenlandse markt.

§ 2. De in § 1 bedoelde licentieaanvragers moeten aantonen dat ze zich tevergeefs tot de houder van het kwekersrecht gewend hebben om een licentie in der minne te bekomen.

§ 3. De aanvraag wordt door de minister overgemaakt aan de Commissie voor de gedwongen licenties bedoeld in artikel 27, om de betrokkenen te horen, ze zo mogelijk te verzoeken en indien dit niet mogelijk is, de minister een met redenen omkleed advies te verstrekken over de gegrondheid van de aanvraag. De Commissie voegt het dossier van de zaak bij haar advies.

De minister beslist over het gevolg dat aan de aanvraag zal gegeven worden en maakt zijn beslissing aan de betrokkenen bekend op de door de Koning bepaalde wijze.

§ 4. In het geval bedoeld bij § 1, 3°, wordt de aanvraag voor een gedwongen licentie gegrond verklaard indien de houder van het heersende kwekersrecht noch de afhankelijkheid van het octrooi van de aanvrager van de licentie betwist, noch zijn geldigheid, noch het feit dat de uitvinding een belangrijke technische vooruitgang van aanmerkelijke economische betekenis vertegenwoordigt ten opzichte van het beschermde plantenras.

Het feit dat de houder van het oudere kwekersrecht de afhankelijkheid ontkent van het octrooi van de aanvrager van de licentie, geeft aan deze laatste van rechtswege de toelating de uitvinding te exploiteren die in zijn eigen octrooi is beschreven evenals het heersende plantenras zonder daarvoor wegens namaak vervolgd te kunnen worden door de houder van het oudere kwekersrecht.

De betwisting over de geldigheid van het afhankelijke octrooi schorst de administratieve procedure met betrekking tot de erkenning van de gegrondheid van de aanvraag voor een licentie op voorwaarde dat, hetzij een vordering tot nietigverklaring van dit octrooi reeds ingesteld is voor de bevoegde instantie door de houder van het heersend kwekersrecht, hetzij deze een vordering voor de rechtbank instelt tegen de aanvrager van de licentie binnen twee maanden nadat hem kennis gegeven werd van het indienen van een aanvraag voor een licentie.

De betwisting over de belangrijke technische vooruitgang van aanmerkelijke economische betekenis van het afhankelijk octrooi vergeleken met het in het heersende kwekersrecht beschreven plantenras schorst de administratieve procedure met betrekking tot de erkenning van de gegrondheid van de aanvraag voor een licentie, op voorwaarde dat de houder van het heersend kwekersrecht, binnen twee maanden nadat hem van het indienen van een aanvraag voor een licentie kennis werd gegeven, een verzoekschrift indient bij de rechtbank zetelend zoals in kortgeding. De gerechtelijke beslissing is niet vatbaar voor hoger beroep of verzet.

Het niet in acht nemen van de termijn voorzien in de twee voorgaande leden sluit het recht uit van de houder van het heersende kwekersrecht om zijn betwisting te doen gelden voor de rechtbank.

§ 5. Dans les quatre mois de la notification de la décision, le titulaire et le licencié concluent une convention écrite concernant leurs droits et obligations réciproques. Le ministre en est informé.

A défaut d'une convention dans le délai susvisé, les droits et les obligations réciproques sont fixés par le tribunal siégeant comme en référé, sur citation de la partie la plus diligente.

Une copie du jugement définitif est transmise gratuitement au ministre par le greffier, dans le mois du prononcé.

Les droits et obligations réciproques précisent le type d'actes couverts et tiennent compte des intérêts de tout titulaire d'un droit d'obteneur qui seraient affectés par l'octroi de la licence obligatoire. Ils comportent une limite de durée, prévoient le paiement d'une rémunération adéquate au titulaire et peuvent imposer à celui-ci certaines obligations qu'il est tenu de remplir pour permettre l'usage de la licence obligatoire.

La personne à laquelle la licence obligatoire est octroyée doit disposer de ressources financières et techniques appropriées pour exploiter ladite licence.

Pour autant que des éléments nouveaux soient intervenus, il peut être procédé, à la requête du titulaire du droit d'obteneur ou du licencié, à la révision des décisions prises en ce qui concerne leurs obligations réciproques et, le cas échéant, les conditions d'exploitation. La compétence de révision appartient à l'autorité de qui la décision émane et la procédure à suivre est la même que celle qui est prévue pour conduire à la décision soumise à révision.

§ 6. Lorsqu'une action en revendication intentée, en vertu de l'article 61, § 1^{er}, à l'encontre du titulaire est inscrite dans le Registre, le ministre peut suspendre la procédure d'octroi de licence obligatoire. Il ne peut reprendre la procédure avant l'inscription au Registre du jugement passé en force de chose jugée ou d'une décision constatant qu'il a été mis fin, par tout autre moyen, à l'action en revendication.

En cas de transfert du droit d'obteneur produisant des effets à l'égard de l'Office, le nouveau titulaire devient partie à la procédure, sur la requête du demandeur et si la demande de licence qu'il a constituée auprès du nouveau titulaire n'a pas abouti dans un délai de deux mois à compter de la réception de la notification par laquelle l'Office l'a informé de l'inscription du nom du nouveau titulaire au Registre. La demande introduite par le demandeur doit être accompagnée de preuves documentaires suffisantes pour établir l'insuccès de ses efforts et, s'il y a lieu, pour faire la preuve des démarches accomplies auprès du nouveau titulaire.

§ 7. Le ministre octroie la licence obligatoire par arrêté, selon les modalités définies par le Roi. L'arrêté est publié au *Moniteur belge*.

§ 8. A la demande du titulaire du droit d'obteneur et après avoir pris connaissance de l'avis de la Commission, le ministre peut retirer la licence obligatoire s'il résulte d'un jugement coulé en force de chose jugée que le licencié s'est rendu coupable à l'égard du titulaire du droit d'obteneur d'un acte illicite ou qu'il a manqué à ses obligations.

La décision de retrait mentionne le cas échéant la raison pour laquelle l'avis de la Commission n'a pas été suivi.

L'arrêté de retrait est publié par extrait au *Moniteur belge*.

§ 9. Dès l'octroi de la licence obligatoire, les rapports entre le titulaire et le licencié sont assimilés, sauf dérogations prévues par l'arrêté d'octroi, à ceux existant entre un concédant et un licencié contractuels.

§ 5. Binnen vier maanden na de mededeling van de beslissing wordt door de houder van het kwekersrecht en de licentiehouder een schriftelijke overeenkomst aangaande de wederzijdse rechten en verplichtingen afgesloten. De minister wordt hiervan in kennis gesteld.

Bij ontstentenis van een overeenkomst binnen de voormelde termijn worden de wederzijdse rechten en verplichtingen vastgesteld door de rechtbank, zetelend zoals in kort geding, op dagvaarding van de meest gerede partij.

De griffier zendt kosteloos binnen de maand na de uitspraak een afschrift van het definitieve vonnis naar de minister.

De wederzijdse rechten en verplichtingen bepalen de aard van de handelingen en houden rekening met de belangen van iedere houder van een kwekersrecht die zou worden benadeeld door het verlenen van de gedwongen licentie. Ze omvatten een tijdslimiet, voorzien de betaling van een toereikende vergoeding aan de houder, en kunnen de houder bepaalde verplichtingen opleggen om het gebruik van de gedwongen licentie mogelijk te maken.

De persoon aan wie de gedwongen licentie wordt verleend moet over de nodige financiële en technische middelen beschikken om deze licentie te kunnen exploiteren.

In zover nieuwe elementen zich zouden hebben voorgedaan, kan er, op verzoek van de houder van het kwekersrecht of van de licentiehouder, overgegaan worden tot de herziening van de genomen beslissing voor wat hun wederzijdse verplichtingen betreft en desgevallend ook voor wat de exploitatievoorwaarden betreft. De bevoegdheid om de beslissing te herzien, komt toe aan de autoriteit van wie de beslissing uitging en de te volgen procedure is dezelfde als die welke voorzien is om de beslissing te nemen die het voorwerp is van de herziening.

§ 6. Wanneer een opeisingprocedure die krachtens artikel 61, § 1, tegen de houder is ingesteld, in het Register is ingeschreven, kan de minister de procedure van verlening van de gedwongen licentie schorsen. Hij kan de procedure slechts hervatten na de inschrijving in het Register van de in kracht van gewijsde gegane rechtelijke beslissing of van de beslissing die vaststelt dat de opeisingprocedure op elke andere wijze is beëindigd.

Wanneer de overdracht van het kwekersrecht ten opzichte van de Dienst uitwerking heeft, wordt de nieuwe houder, op vraag van de aanvrager, partij in het geding, indien de licentieaanvraag die hij aan de nieuwe houder richtte binnen de twee maanden vanaf de mededeling waarin de Dienst hem in kennis stelt van de inschrijving in het Register van de nieuwe houder, niet tot het sluiten van een licentie heeft geleid. De aanvrager van licentie moet bij zijn verzoek voldoende bewijsstukken voegen die het niet-slagen van zijn inspanningen aantonen en, in voorkomend geval, de ten opzichte van de nieuwe houder ondernomen stappen.

§ 7. De minister verleent de gedwongen licentie bij besluit volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten. Het besluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

§ 8. Op verzoek van de houder van het kwekersrecht en na kennis hebben gekregen van het advies van de Commissie, kan de minister de gedwongen licentie intrekken, indien uit een in kracht van gewijsde gegaan vonnis blijkt dat de licentiehouder zich ten aanzien van de houder van het kwekersrecht aan een ongeoorloofde handeling schuldig heeft gemaakt dan wel aan zijn verplichtingen tekort is gekomen.

De beslissing tot intrekking vermeldt in voorkomend geval de reden waarom het advies van de Commissie niet werd gevolgd.

Het besluit tot intrekking wordt per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

§ 9. Zodra de gedwongen licentie is toegekend, worden de betrekkingen tussen de houder en de licentiehouder, behoudens afwijkingen in het toekenningsbesluit, gelijkgesteld met deze die bestaan bij contractuele licentiegeving-licentieneming.

CHAPITRE 3. — *Le Conseil et la Commission*

Conseil du droit d'obtenteur

Art. 26. § 1^{er}. Il est institué auprès du Service public fédéral qui a la protection des obtentions végétales dans ses attributions un Conseil du droit d'obtenteur, ci-après dénommé « le Conseil », composé de personnes particulièrement qualifiées en matière juridique, de génétique, de botanique ou de phytotechnie.

§ 2. Le rôle, la composition et le fonctionnement du Conseil et de ses sections sont déterminés par le Roi. Les membres du Conseil sont nommés et révoqués par le ministre.

§ 3. Les frais de fonctionnement du Conseil sont à charge du budget du Service public fédéral visé au § 1^{er}.

Commission des licences obligatoires

Art. 27. § 1^{er}. Il est institué auprès du Service public fédéral visé à l'article 26, § 1^{er}, une Commission des licences obligatoires, ci-après dénommée la Commission, qui a pour mission d'accomplir les tâches qui lui sont dévolues par l'article 25.

La Commission est composée de dix membres nommés par le ministre.

Huit membres sont désignés, en nombre égal, sur proposition des organisations représentatives :

- de l'industrie et du commerce,
- de l'agriculture,
- des petites et moyennes entreprises, et
- des consommateurs.

Les organisations visées à l'alinéa précédent sont désignées par le ministre.

Deux membres sont désignés parmi les membres du Conseil visé à l'article 26. Ils restent membres de la Commission pour la durée de leur mandat au sein de celle-ci, indépendamment de leur qualité de membre du Conseil.

Le mandat de membre de la Commission est d'une durée de six ans. Il est renouvelable.

La Commission est présidée par un de ses membres, désigné par le ministre pour un terme de trois ans renouvelable.

Les avis sont adoptés par consensus. A défaut de consensus, l'avis reprend les différentes opinions.

Le Roi détermine les modalités de fonctionnement et d'organisation de la Commission.

La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci entre en vigueur après approbation du ministre.

§ 2. Lorsque le ministre est saisi d'une requête en vue de l'octroi d'une licence obligatoire, il désigne auprès de la Commission, un ou plusieurs agents qualifiés, choisis parmi les fonctionnaires du Service public fédéral qui a l'économie dans ses attributions.

La Commission définit la mission des agents visés à l'alinéa 1^{er} et fixe les modalités en vertu desquelles ces agents lui rendent compte de leur mission. La Commission précise les conditions de transmission des documents visés à l'alinéa 4, en vue d'assurer la protection des renseignements confidentiels.

Les agents commissionnés à cet effet par le ministre sont compétents pour recueillir tous renseignements, recevoir toutes dépositions ou tous témoignages écrits ou oraux qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

HOOFDSTUK 3. — *De Raad en de Commissie*

Raad voor het kwekersrecht

Art. 26. § 1. Bij de Federale Overheidsdienst die de bescherming van kweekproducten onder zijn bevoegdheid heeft, wordt een Raad voor het kwekersrecht, hierna « de Raad » genoemd, ingesteld die samengesteld is uit personen die buitengewoon gekwalificeerd zijn op het gebied van de rechtsgeleerdheid, de genetica, de plantkunde of de fyto-technie.

§ 2. De taak, de samenstelling en de werking van de Raad en van de afdelingen ervan worden door de Koning geregeld. De leden van de Raad worden door de minister benoemd en ontslagen.

§ 3. De werkingskosten van de Raad komen ten laste van de begroting van de in § 1 bedoelde Federale Overheidsdienst.

Commissie voor de gedwongen licenties

Art. 27. § 1. Bij de in artikel 26, § 1, bedoelde Federale Overheidsdienst wordt een Commissie voor de gedwongen licenties ingesteld, hierna de Commissie genoemd, die belast is met het uitvoeren van de taken die haar krachtens artikel 25 werden toebedeeld.

De Commissie bestaat uit tien leden benoemd door de minister.

Acht leden worden in gelijk aantal aangewezen op voorstel van de representatieve organisaties :

- van de nijverheid en de handel,
- van de landbouw,
- van de kleine en middelgrote ondernemingen, en
- van de consumenten.

De in vorige alinea bedoelde organisaties worden door de minister aangewezen.

Twee leden worden onder de leden van de in artikel 26 bedoelde Raad aangewezen. Zij blijven lid van de Commissie voor de duur van hun mandaat in de Commissie, onafhankelijk van hun hoedanigheid van lid van de Raad.

Het mandaat van lid van de Commissie heeft een duur van zes jaar. Het is hernieuwbaar.

De Commissie wordt voorgezeten door één van zijn leden, door de minister aangewezen voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

De adviezen worden bij consensus aangenomen. Bij gebrek aan consensus herneemt het advies de verschillende standpunten.

De Koning bepaalt de modaliteiten van werking en organisatie van de Commissie.

De Commissie stelt zijn huishoudelijk reglement op. Het treedt in werking na goedkeuring door de minister.

§ 2. Zodra de minister een verzoek tot verlening van een gedwongen licentie ontvangt, wijst hij bij de Commissie één of meer gekwalificeerde beambten aan, die werden gekozen uit de ambtenaren van de Federale Overheidsdienst die economie onder zijn bevoegdheid heeft.

De Commissie bepaalt de opdracht van de beambten bedoeld in het eerste lid en stelt de modaliteiten vast volgens de welke deze beambten haar rekenschap van hun opdracht zullen afleggen. De Commissie verduidelijkt de voorwaarden van verzending voor de documenten bedoeld in het vierde lid, met het oog op de bescherming van vertrouwelijke gegevens.

Deze door de minister daartoe aangestelde beambten zijn bevoegd om alle inlichtingen te verzamelen, en om alle schriftelijke of mondelinge deposities of getuigenverklaringen die zij noodzakelijk achten voor het vervullen van hun opdracht, te ontvangen.

Dans l'exercice de leurs fonctions, ces agents peuvent :

1° moyennant un avertissement d'au moins cinq jours ouvrables ou sans avertissement préalable s'ils ont des raisons de croire qu'il existe un risque de destruction de pièces utiles à l'instruction de la demande de licence obligatoire, pénétrer, pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail, dans les bureaux, locaux, ateliers, bâtiments, cours adjacentes et enclos dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission;

2° faire toutes les constatations utiles, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et en prendre copie;

3° prélever des échantillons, suivant les modes et les conditions déterminées par le Roi;

4° saisir, contre récépissé, les documents visés au point 2 qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission;

5° commettre des experts dont ils déterminent la mission, suivant les conditions déterminées par le Roi.

A défaut de confirmation par le président de la Commission dans les quinze jours, la saisie est levée de plein droit. La personne entre les mains de laquelle les objets sont saisis peut en être constituée gardien judiciaire.

Le président de la Commission peut donner mainlevée de la saisie qu'il a confirmée, le cas échéant sur requête du propriétaire des objets saisis adressée à la Commission.

Moyennant un avertissement d'au moins cinq jours ouvrables ou sans avertissement préalable s'ils ont des raisons de croire qu'il existe un risque de destruction de pièces utiles à l'instruction de la demande de licence obligatoire, les agents commissionnés peuvent visiter les locaux habités moyennant autorisation préalable du président du tribunal de commerce. Les visites dans les locaux habités doivent s'effectuer entre huit et dix-huit heures et être faites conjointement par deux agents au moins.

Dans l'exercice de leur mission, ils peuvent requérir l'assistance des services de police.

Les agents commissionnés exercent les pouvoirs qui leur sont accordés par le présent article sous la surveillance du procureur général, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration.

§ 3. Les agents commissionnés à cet effet remettent leur rapport à la Commission. La Commission n'émet son avis qu'après avoir entendu le titulaire du droit d'obtenteur et la personne qui requiert ou a obtenu la licence obligatoire. Ces personnes peuvent se faire assister ou représenter, soit par un avocat, soit par une personne que la Commission agréée spécialement dans chaque affaire. La Commission entend également les experts et les personnes qu'elle juge utile d'interroger. Elle peut charger les agents commissionnés de procéder à un complément d'information et de remettre un rapport complémentaire.

Un mois au moins avant la date de sa réunion, la Commission avise par envoi recommandé les personnes qui doivent être entendues au cours de cette réunion. En cas d'urgence, le délai est réduit de moitié.

§ 4. Tous empêchements ou entraves volontaires à l'exercice de la mission confiée par la présente loi aux agents commissionnés sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 500 à 20.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Toute fausse déclaration est punie des mêmes peines.

Sont considérés notamment comme empêchant ou entravant volontairement l'exercice de la mission ceux qui :

1° refusent de fournir les renseignements ou de communiquer les documents demandés;

2° fournissent sciemment des renseignements ou des documents inexacts.

Les dispositions du livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées par le présent paragraphe.

§ 5. Les frais de fonctionnement de la Commission sont à charge du budget du Service public fédéral visé à l'article 26, § 1^{er}.

In de uitoefening van hun ambt mogen deze beambten :

1° middels een verwittiging van ten minste vijf werkdagen of zonder voorafgaande verwittiging indien zij redenen hebben te geloven dat de stukken die nuttig zijn voor het onderzoek van het verzoek tot dwanglicentie, het risico lopen vernietigd te worden, tijdens de gewone openings- of werkuren binnentreden in de bureaus, lokalen, werkplaatsen, gebouwen, belendende binnenplaatsen en besloten ruimten waar zij voor het vervullen van hun opdracht toegang moeten hebben;

2° alle dienstige vaststellingen doen, zich op eerste vordering ter plaatse de documenten, stukken of boeken die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en daarvan afschrift nemen;

3° monsters nemen op de wijze en onder de door de Koning bepaalde voorwaarden;

4° tegen ontvangstbewijs, beslag leggen op de onder punt 2 bedoelde documenten, die noodzakelijk zijn voor de vervulling van hun opdrachten;

5° deskundigen belasten met door hen bepaalde opdracht, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden.

Bij ontstentenis van een bevestiging door de voorzitter van de Commissie binnen de vijftien dagen, is het beslag van rechtswege opgeheven. De persoon bij wie beslag op de goederen wordt gelegd kan als gerechtelijke bewaarder ervan aangesteld worden.

De voorzitter van de Commissie kan het beslag dat hij bevestigt heeft, opheffen in voorkomend geval op verzoek van de eigenaar van de in beslag genomen goederen gericht aan de Commissie.

Middels een verwittiging van ten minste vijf werkdagen of zonder voorafgaande verwittiging indien zij redenen hebben te geloven in het bestaan van een risico op vernietiging van stukken die nuttig zijn voor het onderzoek van de aanvraag voor een gedwongen licentie, kunnen de aangestelde beambten in bewoonde lokalen binnentreden met voorafgaande machtiging van de voorzitter van de rechtbank van koophandel. De bezoeken in bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee beambten gezamenlijk plaatsvinden.

In de uitoefening van hun opdracht kunnen zij de bijstand van diensten van de politie opvorderen.

De aangestelde beambten oefenen de hun door dit artikel verleende bevoegdheden uit onder het toezicht van de procureur-generaal, onverminderd hun ondergeschiktheid aan hun meerderen in het bestuur.

§ 3. De daartoe aangestelde beambten leggen hun verslag voor aan de Commissie. De Commissie brengt slechts advies uit na de houder van het kwekersrecht en de persoon die de gedwongen licentie aanvraagt of heeft verkregen, te hebben gehoord. Deze personen kunnen zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of door een persoon die de Commissie voor elke zaak speciaal aanvaardt. De Commissie hoort eveneens de deskundigen en de personen waarvan zij de ondervraging nuttig acht. Zij kan de aangestelde beambten gelasten een aanvullend onderzoek te doen en een bijkomend verslag voor te leggen.

Ten minste één maand vóór de datum van haar vergadering verwittigt de Commissie bij aangetekende zending de personen die tijdens deze vergadering moeten worden gehoord. In dringende gevallen wordt deze termijn gehalveerd.

§ 4. Hij die de aangestelde beambten opzettelijk belet hun door deze wet toevertrouwde opdracht te vervullen of hen daarin belemmert, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 500 tot 20.000 euro of met een van deze straffen alleen.

Op valse aangifte staan dezelfde straffen.

Worden onder meer geacht het vervullen van de opdracht vrijwillig te beletten of te belemmeren, zij die :

1° weigeren de gevraagde inlichtingen of bescheiden mede te delen;

2° wetens en willens onjuiste inlichtingen of bescheiden bezorgen.

De bepalingen van eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op de in deze paragraaf bedoelde inbreuken.

§ 5. De werkingskosten van de Commissie komen ten laste van de begroting van de in artikel 26, § 1, bedoelde Federale Overheidsdienst.

CHAPITRE 4. — *Procédure devant l'Office**Section 1^{re}. — Parties à la procédure et mandataires*

Parties à la procédure

Art. 28. § 1^{er}. Peuvent être parties à la procédure devant l'Office, les personnes suivantes :

1° le demandeur qui dépose une demande de droit d'obtenteur;

2° l'auteur d'une objection, au sens de l'article 38, § 1^{er};

3° le titulaire;

4° toute personne dont la demande ou la requête est une condition préalable à une décision de l'Office.

§ 2. L'Office peut autoriser, sur demande écrite, toute autre personne non visée au § 1^{er}, mais qui est directement et individuellement concernée, à intervenir en qualité de partie à la procédure.

§ 3. Toute personne physique ou morale, de même que tout organisme assimilé à une personne morale en vertu de la législation dont il relève, est considérée comme une personne au sens des §§ 1^{er} et 2.

Mandataires

Art. 29. Toute désignation d'un mandataire s'effectue selon les modalités définies par le Roi.

Section 2. — Demande

Dépôt de la demande

Art. 30. Le dépôt de la demande de droit d'obtenteur est effectué à l'Office, soit en personne, soit par envoi postal, soit de toute autre manière déterminée par le Roi.

Conditions auxquelles doit satisfaire la demande

Art. 31. § 1^{er}. La demande de droit d'obtenteur doit au moins comporter :

1° une demande d'octroi du droit d'obtenteur;

2° l'identification du taxon botanique;

3° des informations relatives à l'identité du demandeur ou des demandeurs conjoints;

4° le nom de l'obtenteur et la déclaration selon laquelle aucune autre personne n'a, à la connaissance du demandeur, participé à la création ou à la découverte et au développement de la variété. Si le demandeur n'est pas l'obtenteur ou s'il n'est pas le seul obtenteur, il fournit les preuves documentaires pertinentes indiquant à quel titre il a acquis le droit au droit d'obtenteur;

5° une désignation provisoire de la variété;

6° une description technique de la variété;

7° des précisions concernant toute commercialisation antérieure de la variété;

8° des précisions concernant toute autre demande introduite pour la variété.

§ 2. La demande doit satisfaire aux conditions et formes fixées par la présente loi.

§ 3. Le Roi peut préciser et compléter par d'autres éléments ceux qui sont mentionnés au § 1^{er}.

§ 4. Le demandeur propose une dénomination variétale qui peut accompagner la demande.

Date de dépôt

Art. 32. La date de dépôt de la demande de droit d'obtenteur est celle à laquelle une demande parvient à l'Office conformément à l'article 30, à condition que les conditions de l'article 31, § 1^{er}, soient remplies et que la redevance due pour le dépôt en vertu de l'article 49, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, soit payée.

HOOFDSTUK 4. — *De procedure voor de Dienst**Afdeling 1. — Partijen in de procedure en gemachtigden*

Partijen in de procedure

Art. 28. § 1. De volgende personen kunnen partij zijn in een procedure voor de Dienst :

1° de aanvrager van een kwekersrecht;

2° degene die bezwaar maakt als bedoeld in artikel 38, § 1;

3° de houder;

4° eenieder wiens aanvraag of verzoek een voorafgaande voorwaarde is voor een beslissing van de Dienst.

§ 2. De Dienst kan elke andere persoon, niet bedoeld in § 1, maar met een rechtstreeks en individueel belang, op zijn schriftelijk verzoek, toestaan om als partij aan de procedure deel te nemen.

§ 3. Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon en elke instelling die ingevolge het recht dat op haar van toepassing is met een rechtspersoon gelijk wordt gesteld wordt als een persoon in de zin van het bepaalde in de §§ 1 en 2 beschouwd.

Gemachtigden

Art. 29. De Koning bepaalt de modaliteiten waarbij een gemachtigde wordt aangewezen.

Afdeling 2. — De aanvraag

Indiening van de aanvraag

Art. 30. De indiening van de aanvraag voor een kwekersrecht wordt hetzij in persoon, hetzij per post of op enige andere door de Koning bepaalde wijze, bij de Dienst gedaan.

Vereisten waaraan de aanvraag moet voldoen

Art. 31. § 1. De aanvraag voor een kwekersrecht moet tenminste bevatten :

1° een verzoek tot verlening van een kwekersrecht;

2° de identificatie van de botanische taxon;

3° gegevens betreffende de identiteit van de aanvrager, of van de gezamenlijke aanvragers;

4° de naam van de kweker alsook een verklaring dat voor zover de aanvrager weet, geen andere personen bij het kweken, of bij het ontdekken en het ontwikkelen van het ras betrokken zijn. Indien de aanvrager niet de kweker is, of indien hij niet de enige kweker is, dient hij de nodige bewijsstukken voor te leggen waarin hij aangeeft op welke grond hij het recht op het kwekersrecht heeft verkregen;

5° een voorlopige aanduiding van het ras;

6° een technische beschrijving van het ras;

7° bijzonderheden over elke eerdere commercialisatie van het ras;

8° bijzonderheden over elke andere aanvraag die werd ingediend voor het ras.

§ 2. De aanvraag moet voldoen aan de voorwaarden en vormen vastgelegd in deze wet.

§ 3. De Koning kan de elementen, vermeld in § 1, verduidelijken en aanvullen met andere gegevens.

§ 4. De aanvrager dient een benaming van het ras voor te stellen, die bij de aanvraag kan worden gevoegd.

Datum van indiening

Art. 32. De datum van indiening van de aanvraag voor een kwekersrecht is de datum waarop een aanvraag overeenkomstig artikel 30 door de Dienst ontvangen is, mits de voorwaarden van artikel 31, § 1, vervuld zijn, en de krachtens artikel 49, § 1, eerste lid, voor de indiening verschuldigde vergoeding betaald is.

Droit de priorité

Art. 33. § 1^{er}. Le droit de priorité d'une demande est déterminé en fonction de la date de réception de cette demande. Si des demandes ont la même date de dépôt, leurs priorités respectives sont fixées en fonction de l'ordre dans lequel elles ont été reçues, si celui-ci peut être établi. A défaut, elles ont la même priorité.

§ 2. Si le demandeur ou son prédécesseur en droit a déjà demandé un droit d'obtenteur pour la variété dans une autre partie contractante que la Belgique et si la date de dépôt se situe dans un délai de douze mois suivant le dépôt de la première demande, le demandeur bénéficie, pour sa demande de droit d'obtenteur belge, d'un droit de priorité au titre de la première demande, à condition que cette demande existe toujours à la date de dépôt.

§ 3. Le droit de priorité a pour conséquence que, pour l'application des articles 5, 8 et 10, la date de dépôt de la première demande vaut date de dépôt de la demande de droit d'obtenteur belge.

§ 4. Toute revendication d'un droit de priorité s'éteint si le demandeur ne présente pas à l'Office, dans un délai de trois mois à compter de la date de dépôt, une copie de la première demande. Si la première demande n'a pas été rédigée en français, néerlandais ou allemand, l'Office peut en outre exiger une traduction de la première demande dans une de ces langues.

Section 3. — Examen

Examen de la demande quant à la forme

Art. 34. § 1^{er}. L'Office examine :

1° si la demande remplit les conditions fixées à l'article 31;

2° le cas échéant, si une revendication du droit de priorité est conforme à l'article 33, §§ 2 et 4;

et

3° si la redevance due pour le dépôt en vertu de l'article 49, § 1^{er}, alinéa 1, a été acquittée dans le délai prescrit.

§ 2. Si la demande, tout en remplissant les conditions énoncées à l'article 32, ne remplit pas les autres conditions visées à l'article 31, § 2, l'Office invite le demandeur à remédier aux irrégularités éventuellement constatées dans le délai prescrit.

§ 3. Si la demande ne remplit pas les conditions énoncées à l'article 32, l'Office informe le demandeur que sa demande est incomplète.

§ 4. En cas de demande incomplète, le demandeur est responsable de la conservation et du renvoi éventuels du matériel et des documents.

Examen de la demande quant au fond

Art. 35. § 1^{er}. L'Office examine, sur la base des informations fournies dans la demande, si la variété peut faire l'objet d'un droit d'obtenteur conformément à l'article 3, s'il s'agit d'une variété nouvelle au sens de l'article 8 et si le demandeur est habilité à déposer une demande conformément à l'article 11.

§ 2. L'Office examine également, selon les modalités définies par le Roi, si la dénomination variétale proposée est éligible conformément à l'article 42.

§ 3. Le premier demandeur est considéré comme ayant droit au droit d'obtenteur. Cette disposition ne s'applique pas si, avant qu'il ait été statué sur la demande, il est démontré par une décision judiciaire passée en force de chose jugée concernant une revendication du droit en vertu de l'article 61, § 3, que le droit ne revient pas, ou ne revient pas uniquement, au premier demandeur. Si l'identité de l'unique personne habilitée ou de l'autre personne habilitée a été établie, cette ou ces personnes peuvent entamer une procédure en tant que demandeurs.

Examen technique de la variété

Art. 36. § 1^{er}. Si, à la suite des examens visés aux articles 34 et 35, l'Office constate qu'aucun obstacle ne s'oppose à l'octroi du droit d'obtenteur, il prend les dispositions appropriées pour que l'examen technique de la variété soit effectué.

§ 2. L'examen technique vise à vérifier que les conditions prévues aux articles 5, 6 et 7 sont remplies. Cet examen permet à l'Office d'établir la description officielle de la variété et d'en obtenir un échantillon officiel.

Recht van voorrang

Art. 33. § 1. Het recht van voorrang van een aanvraag wordt bepaald op grond van de datum van ontvangst van de aanvraag. Wanneer de aanvragen dezelfde datum van indiening hebben, wordt de voorrang bepaald op grond van de volgorde van ontvangst indien deze kan worden vastgesteld. Zo niet, hebben zij dezelfde voorrang.

§ 2. Indien de aanvrager of zijn rechtsvoorganger in een andere verdragsluitende partij dan België, voor het ras een kwekersrecht heeft aangevraagd, en de datum van de aanvraag binnen twaalf maanden na de dag van indiening van de eerste aanvraag is gelegen, heeft de aanvrager, voor zijn aanvraag voor een Belgisch kwekersrecht, recht op voorrang voor de eerste aanvraag, mits deze op de datum van indiening nog geldig is.

§ 3. Het recht van voorrang heeft tot gevolg dat voor de toepassing van de artikelen 5, 8 en 10, de datum van indiening van de eerste aanvraag zal worden beschouwd als datum van indiening voor het Belgische kwekersrecht.

§ 4. Elk beroep op een recht van voorrang vervalt indien de aanvrager niet binnen de drie maanden na de datum van indiening een afschrift van de eerste aanvraag aan de Dienst voorlegt. Als de eerste aanvraag niet in het Frans, in het Nederlands of in het Duits is opgesteld, kan de Dienst bovendien een vertaling van die eerste aanvraag in een van die talen eisen.

Afdeling 3. — Het onderzoek

Formeel onderzoek van de aanvraag

Art. 34. § 1. De Dienst onderzoekt :

1° of de aanvraag aan de in artikel 31 bedoelde voorwaarden voldoet;

2° of, in voorkomend geval, het beroep op voorrang voldoet aan artikel 33, §§ 2 en 4;

en

3° of de op grond van artikel 49, § 1, eerste lid, verschuldigde vergoeding voor indiening is betaald binnen de gestelde termijn.

§ 2. Indien de aanvraag aan de voorwaarden van artikel 32, maar niet aan de andere voorwaarden van artikel 31, § 2, voldoet, geeft de Dienst de aanvrager de gelegenheid de eventuele vastgestelde gebreken binnen de gestelde termijn te regulariseren.

§ 3. Indien de aanvraag niet aan de voorwaarden van artikel 32 voldoet, stelt de Dienst de aanvrager ervan op de hoogte dat zijn aanvraag onvolledig is.

§ 4. In geval van een onvolledige aanvraag is de aanvrager verantwoordelijk voor de eventuele bewaring en terugzending van materiaal en documenten.

Onderzoek van de aanvraag ten gronde

Art. 35. § 1. De Dienst onderzoekt, op basis van de in de aanvraag verstrekte gegevens, of het ras overeenkomstig artikel 3 het voorwerp van een kwekersrecht kan zijn, of het ras nieuw is overeenkomstig artikel 8, en of de aanvrager op grond van artikel 11 gerechtigd is tot het indienen van een aanvraag.

§ 2. De Dienst onderzoekt eveneens, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten, of de voorgestelde rasbenaming overeenkomstig artikel 42 geschikt is.

§ 3. De eerste aanvrager wordt geacht rechthebbende van het kwekersrecht te zijn. Deze bepaling is niet van toepassing wanneer, alvorens een besluit over de aanvraag wordt genomen, uit een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing met betrekking tot een opeising van het recht krachtens artikel 61, § 3, blijkt dat de eerste aanvrager geen aanspraak op het recht heeft, of er niet alleen aanspraak op heeft. Wanneer vastgesteld is wie rechthebbende of mederechthebbende is, mogen deze persoon of deze personen een procedure als aanvragers openen.

Technisch onderzoek van het ras

Art. 36. § 1. Indien de Dienst bij het onderzoek overeenkomstig de artikelen 34 en 35 geen enkel beletsel voor het verlenen van het kwekersrecht vaststelt, neemt hij de nodige maatregelen opdat het technische onderzoek wordt uitgevoerd.

§ 2. Het technische onderzoek heeft de bedoeling te controleren of de in de artikelen 5, 6 en 7 bedoelde voorwaarden vervuld zijn. Dat onderzoek stelt de Dienst in staat de officiële beschrijving van het ras vast te stellen en een officieel monster ervan te verkrijgen.

§ 3. L'examen technique a lieu sous la direction de l'Office, qui peut se faire assister par le Conseil. Il est mené conformément aux principes directeurs reconnus par l'Office et, le cas échéant, par le Conseil et conformément aux instructions données par l'Office.

§ 4. L'Office est habilité à conclure des accords de coopération en matière d'examen technique des variétés et à prendre, à cette fin, les mesures d'application requises.

§ 5. Lorsque les essais en culture et les autres essais nécessaires ont été effectués, en vertu du § 4, par le service d'une partie contractante ou sont en cours auprès de ce service, et que les résultats peuvent être obtenus par l'Office et sont applicables aux conditions agro-climatiques de la Belgique, le rapport d'examen visé à l'article 37 peut être fondé sur lesdits résultats.

§ 6. Lorsque le rapport d'examen précité n'est pas fondé sur des résultats obtenus en application du § 5, l'examen est fondé sur des essais en culture et les autres essais nécessaires effectués soit par l'Office ou par une tierce institution sous contrat, soit par le demandeur à la demande de l'Office.

§ 7. Le demandeur est tenu de fournir tout renseignement, document ou matériel requis par l'Office aux fins de l'examen technique.

§ 8. Si le demandeur revendique un droit de priorité conformément à l'article 33, § 2, il présente le matériel nécessaire et toute autre pièce requise dans un délai de deux ans à compter de la date de dépôt de la demande, conformément à l'article 32. Si la première demande est retirée ou rejetée avant l'expiration du délai de deux ans, l'Office peut exiger du demandeur qu'il présente le matériel ou toute autre pièce requise dans un délai déterminé.

Rapport d'examen

Art. 37. § 1^{er}. Lorsque l'examen technique effectué en vertu de l'article 36, § 1^{er}, est achevé, il fait l'objet d'un rapport d'examen qui est transmis à l'Office. Si le rapport démontre que les conditions énoncées aux articles 5, 6 et 7 sont remplies, une description de la variété y est jointe.

§ 2. Le rapport d'examen et les conclusions de l'Office quant à ce rapport d'examen et, le cas échéant, les conclusions du Conseil, sont communiquées au demandeur.

§ 3. Le demandeur peut prendre connaissance du dossier et présenter des observations.

§ 4. S'il estime que le rapport d'examen ne permet pas de décider en connaissance de cause, l'Office peut, de sa propre initiative après avoir consulté le demandeur ou à la demande de ce dernier, prévoir un examen complémentaire. Pour l'évaluation des résultats, tout examen complémentaire effectué avant qu'une décision visée aux articles 40 et 41 ne devienne définitive est considéré comme faisant partie de l'examen visé à l'article 34.

Objections à l'octroi du droit d'obtenteur

Art. 38. § 1^{er}. Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi du droit d'obtenteur.

§ 2. Sans préjudice de l'article 52, les auteurs des objections ont accès aux documents, y compris les résultats de l'examen technique et, le cas échéant, la description de la variété.

§ 3. Les objections ne peuvent invoquer que les motifs suivants :

1° les conditions énoncées aux articles 5, 6, 7, 8 et 10 ne sont pas remplies;

2° la dénomination variétale n'est pas conforme aux dispositions de l'article 42.

§ 4. Le Roi détermine les informations que doivent contenir les objections et fixe le délai dans lequel les objections doivent être adressées et les modalités d'examen de celles-ci.

Priorité d'une nouvelle demande en cas d'objection

Art. 39. Si une objection pour non-respect des conditions énumérées à l'article 10, §§ 1^{er}, 2 et 3, entraîne le retrait ou le rejet de la demande de droit d'obtenteur et si l'auteur de l'objection dépose, pour la même variété, une demande de droit d'obtenteur dans un délai d'un mois à compter du retrait ou du rejet définitif de la demande, ce dernier peut exiger que la date de dépôt de la demande retirée ou rejetée soit considérée comme la date de dépôt de sa demande.

§ 3. Het technische onderzoek gebeurt onder de leiding van de Dienst, die zich kan laten bijstaan door de Raad. Het onderzoek dient uitgevoerd te worden in overeenstemming met de door de Dienst en, in voorkomend geval, door de Raad erkende beleidslijnen en in overeenstemming met de door de Dienst gegeven instructies.

§ 4. De Dienst heeft de bevoegdheid om samenwerkingsakkoorden af te sluiten in verband met het technische onderzoek van de rassen en de daartoe vereiste uitvoeringsmaatregelen te nemen.

§ 5. Wanneer krachtens § 4 teeltproeven en andere noodzakelijke proeven werden uitgevoerd door de dienst van een verdragsluitende partij of door die dienst nog worden uitgevoerd en de resultaten door de Dienst kunnen worden bekomen en van toepassing zijn op de bodem- en klimaatvoorwaarden van België, mag het in artikel 37 bedoelde onderzoeksverslag op die resultaten gesteund zijn.

§ 6. Wanneer het vermelde onderzoeksverslag niet gesteund is op de met toepassing van § 5 bekomen resultaten, wordt het onderzoek gesteund op teeltproeven en andere noodzakelijke proeven uitgevoerd hetzij door de Dienst of door een derde instelling onder contract, hetzij door de aanvrager, op verzoek van de Dienst.

§ 7. De aanvrager dient alle door de Dienst met het oog op het technisch onderzoek gevraagde inlichtingen, documenten of materiaal te verstrekken.

§ 8. Indien de aanvrager zich op grond van artikel 33, § 2, op een recht van voorrang beroept, dient hij overeenkomstig artikel 32, binnen een termijn van twee jaar na de datum van indiening van de aanvraag het vereiste materiaal en elk ander vereist stuk over te leggen. Indien de eerste aanvraag vóór het verstrijken van de termijn van twee jaar wordt ingetrokken of afgewezen, kan de Dienst eisen dat de aanvrager binnen een bepaalde termijn het materiaal of elk ander vereist stuk overlegt.

Onderzoeksverslag

Art. 37. § 1. Wanneer het krachtens artikel 36, § 1, uitgevoerde technisch onderzoek beëindigd is, maakt het voorwerp uit van een onderzoeksverslag dat aan de Dienst wordt overgemaakt. Indien uit het verslag blijkt dat aan de voorwaarden van de artikelen 5, 6 en 7 is voldaan, wordt een beschrijving van het ras bijgevoegd.

§ 2. Het onderzoeksverslag en de bevindingen van de Dienst betreffende dit onderzoeksverslag en, in voorkomend geval, de bevindingen van de Raad, worden medegedeeld aan de aanvrager.

§ 3. De aanvrager kan inzage nemen van het dossier en opmerkingen indienen.

§ 4. Indien de Dienst van oordeel is dat het onderzoeksverslag niet volstaat om een besluit te nemen met kennis van zaken, kan hij op eigen initiatief, na raadpleging van de aanvrager, of op verzoek van de aanvrager, bepalen dat een aanvullend onderzoek wordt uitgevoerd. Voor de beoordeling van de resultaten wordt elk aanvullend onderzoek voordat een beslissing uit hoofde van de artikelen 40 en 41 definitief wordt, beschouwd als deel uitmakend van het in artikel 34, bedoelde onderzoek.

Bezwaren tegen het verlenen van het kwekersrecht

Art. 38. § 1. Eenieder kan tegen de verlening van het kwekersrecht schriftelijk bezwaar maken bij de Dienst.

§ 2. Onverminderd artikel 52, hebben degenen die bezwaren maken toegang tot de documenten, met inbegrip van de resultaten van het technische onderzoek en, in voorkomend geval, de beschrijving van het ras.

§ 3. Bezwaren kunnen alleen worden gemaakt op grond van het feit dat :

1° niet aan de in de artikelen 5, 6, 7, 8 en 10 vermelde voorwaarden is voldaan;

2° de rasbenaming niet voldoet aan de bepalingen van artikel 42.

§ 4. De Koning bepaalt de informatie die de bezwaren moeten bevatten en stelt de termijn vast waarbinnen bezwaren moeten worden gemaakt en de wijze van onderzoek ervan.

Voorrang van een nieuwe aanvraag in geval van bezwaar

Art. 39. Wanneer een bezwaar op grond van het feit dat niet aan de voorwaarden van artikel 10, §§ 1, 2 en 3, is voldaan, leidt tot intrekking of afwijzing van de aanvraag voor een kwekersrecht, kan degene die bezwaar heeft gemaakt, indien hij voor hetzelfde ras een aanvraag voor een kwekersrecht heeft ingediend binnen een termijn van een maand na de intrekking of nadat de beslissing tot afwijzing definitief is geworden, eisen dat de datum van indiening van de ingetrokken of afgewezen aanvraag als datum van aanvraag geldt.

Section 4. — Décisions

Rejet de la demande

Art. 40. § 1^{er}. L'Office rejette aussitôt la demande de droit d'obtenteur s'il constate que le demandeur :

1° n'a pas remédié aux irrégularités visées à l'article 34, § 2, dans le délai qui lui était imparti pour pouvoir le faire;

ou

2° ne s'est pas conformé à la requête de l'Office visée à l'article 36, § 7 ou 8, dans le délai fixé, à moins que l'Office n'ait consenti à la non-présentation des renseignements, documents ou matériels;

ou

3° n'a pas proposé de dénomination éligible selon l'article 42 dans le délai fixé par l'Office.

§ 2. L'Office rejette également la demande de droit d'obtenteur :

1° s'il constate que les conditions qu'il est appelé à vérifier conformément à l'article 35 ne sont pas remplies;

ou

2° s'il arrive à la conclusion, sur base du rapport d'examen visé à l'article 37, que les conditions énoncées aux articles 5, 6 et 7 ne sont pas remplies.

Octroi du droit d'obtenteur

Art. 41. S'il estime que les résultats de l'examen technique suffisent pour statuer sur la demande et qu'aucun obstacle au sens des articles 38 et 40 ne s'y oppose, l'Office octroie le droit d'obtenteur et délivre un certificat d'obtenteur. La décision comporte la description officielle de la variété.

Dénomination de la variété

Art. 42. § 1^{er}. Lorsqu'un droit d'obtenteur est octroyé, l'Office approuve, pour la variété en question, la dénomination variétale proposée par le demandeur conformément à l'article 31, § 3, s'il considère, sur la base de l'examen effectué conformément à l'article 35, § 2, que cette dénomination est éligible.

§ 2. Le Roi détermine les conditions auxquelles doit satisfaire la dénomination variétale pour être éligible, ainsi que les conditions de son emploi.

§ 3. La dénomination est destinée à être la désignation générique de la variété.

§ 4. L'Office enregistre la dénomination en même temps qu'est octroyé le droit d'obtenteur.

Section 5. — Maintien du droit d'obtenteur

Maintien de la variété

Art. 43. § 1^{er}. Le titulaire est tenu de maintenir la variété protégée ou, le cas échéant, ses constituants héréditaires, pendant toute la durée de validité du droit.

§ 2. Le titulaire peut être requis d'assurer lui-même la pérennité de l'échantillon officiel.

Contrôle du maintien de la variété

Art. 44. § 1^{er}. L'Office peut contrôler que la variété et, le cas échéant, ses constituants héréditaires sont maintenus pendant toute la durée de la protection.

§ 2. L'Office est habilité à conclure des accords de coopération en matière de contrôle du maintien des variétés et à prendre, à cette fin, les mesures d'application requises.

§ 3. Sur demande de l'Office, le titulaire est tenu de présenter à l'Office ou à toute partie désignée par celui-ci, dans le délai imparti, les renseignements, documents ou matériel jugés nécessaires au contrôle du maintien de la variété protégée et de ne pas faire obstacle à l'examen des mesures prises en vue du maintien.

§ 4. Lorsqu'il y a des indices donnant à penser que la variété n'est pas maintenue et que, le cas échéant, les soupçons ne sont pas dissipés par les renseignements et documents fournis par le titulaire en application du § 3, l'Office ordonne un contrôle du maintien de la variété, dont il fixe les modalités.

Afdeling 4. — Beslissingen

Afwijzing van de aanvraag

Art. 40. § 1. De Dienst wijst de aanvraag voor een kwekersrecht af, zodra hij vaststelt dat de aanvrager :

1° nadat hem de gelegenheid is gegeven gebreken als bedoeld in artikel 34, § 2, te regulariseren, dit niet binnen de hem toegestane termijn heeft gedaan;

of

2° niet heeft voldaan aan het in artikel 36, § 7 of 8, bedoelde verzoek van de Dienst, binnen de bepaalde termijn, tenzij de Dienst heeft ingestemd met het niet-overleggen van inlichtingen, documenten of materiaal;

of

3° geen geschikte rasbenaming heeft voorgesteld overeenkomstig artikel 42 binnen de door de Dienst bepaalde termijn.

§ 2. De Dienst wijst de aanvraag voor een kwekersrecht eveneens af :

1° indien hij vaststelt dat niet aan de voorwaarden die hij op grond van artikel 35 moet onderzoeken, is voldaan;

of

2° indien hij op grond van het in artikel 37 bedoelde onderzoeksverslag van oordeel is dat niet aan de voorwaarden van de artikelen 5, 6 en 7 is voldaan.

Verlening van het kwekersrecht

Art. 41. Indien de Dienst van oordeel is dat de resultaten van het technische onderzoek volstaan om een beslissing over de aanvraag te nemen, verleent hij het kwekersrecht en levert hij een kwekerscertificaat af, voor zover geen beletsel als bedoeld in artikelen 38 en 40 deze verlening in de weg staat. De beslissing bevat de officiële beschrijving van het ras.

Rasbenaming

Art. 42. § 1. Wanneer een kwekersrecht wordt verleend, keurt de Dienst voor het betrokken ras de door de aanvrager overeenkomstig artikel 31, § 3, voorgestelde rasbenaming goed, indien hij, op basis van het overeenkomstig artikel 35, § 2, verrichte onderzoek, van oordeel is dat de benaming geschikt is.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de rasbenaming moet voldoen om geschikt te zijn en de aan het gebruik ervan verbonden voorwaarden.

§ 3. De benaming is bestemd om de generische aanduiding van het ras te worden.

§ 4. De Dienst schrijft de benaming in op hetzelfde tijdstip waarop het kwekersrecht verleend wordt.

Afdeling 5. — Instandhouding van het kwekersrecht

Instandhouding van het ras

Art. 43. § 1. De houder dient het beschermde ras of, in voorkomend geval, de erfelijke bestanddelen ervan, in stand te houden gedurende de hele geldigheidsduur van het recht.

§ 2. Van de houder kan geëist worden dat hij zelf instaat voor het voortbestaan van het officiële monster.

Controle op de instandhouding van het ras

Art. 44. § 1. De Dienst kan controleren of het ras, en in voorkomend geval de erfelijke bestanddelen ervan, gedurende de hele duur van de bescherming worden in stand gehouden.

§ 2. De Dienst is bevoegd om samenwerkingsakkoorden af te sluiten in verband met de controle op de instandhouding van de rassen en kan de daartoe vereiste uitvoeringsmaatregelen nemen.

§ 3. Als de Dienst erom verzoekt, moet de houder aan de Dienst of enige door de Dienst aangewezen partij, binnen de gestelde termijn, de voor de controle op de instandhouding van het ras noodzakelijk geachte inlichtingen, documenten of materiaal voorleggen en mag hij het onderzoek van de met het oog op de instandhouding getroffen maatregelen niet beletten.

§ 4. Wanneer er aanwijzingen zijn om te veronderstellen dat het ras niet wordt in stand gehouden en, in voorkomend geval, dat het vermoeden niet wordt tegengesproken door de door de houder in uitvoering van § 3 verstrekte inlichtingen en documenten, beveelt de Dienst een controle op de instandhouding van het ras en stelt de wijze vast waarop die moet gebeuren.

Le titulaire est tenu de permettre l'inspection du matériel de la variété concernée et du lieu dans lequel est conservée l'identité de la variété, de manière à ce que puissent être recueillis les renseignements nécessaires pour apprécier si la variété est maintenue.

Le titulaire est tenu de conserver la documentation nécessaire pour permettre de vérifier que les mesures appropriées ont été prises.

§ 5. Le contrôle comporte des essais en culture ou d'autres essais dans lesquels le matériel fourni par le titulaire est comparé à la description officielle ou à l'échantillon officiel de la variété.

§ 6. Lorsque le contrôle fait apparaître que le titulaire n'a pas maintenu la variété, le titulaire est, sur requête de l'Office ou à sa demande, entendu avant qu'une décision de déchéance soit prise en vertu de l'article 22.

Fourniture d'échantillons

Art. 45. Sur demande de l'Office, le titulaire est tenu de fournir à l'Office ou à toute partie désignée par celui-ci, dans le délai imparti, des échantillons appropriés de la variété protégée ou, le cas échéant, de ses constituants héréditaires aux fins :

1° de la constitution ou du renouvellement de l'échantillon officiel de la variété,

ou

2° de la conduite d'examen comparatifs de variétés aux fins de la protection.

Modification de la dénomination variétale

Art. 46. § 1^{er}. L'Office, selon les modalités définies par le Roi, modifie une dénomination variétale attribuée conformément à l'article 42 s'il constate que cette dénomination ne satisfait pas ou ne satisfait plus aux conditions visées dans cet article et si, en présence d'un droit antérieur d'un tiers, le titulaire accepte la modification ou si une décision judiciaire passée en force de chose jugée interdit l'utilisation de la dénomination variétale par le titulaire ou toute personne tenue d'employer la dénomination variétale.

§ 2. L'Office invite le titulaire à proposer une dénomination variétale modifiée et poursuit la procédure conformément à l'article 42.

§ 3. La dénomination modifiée qui est proposée peut faire l'objet d'objections conformément à l'article 38, § 3, 2°.

Section 6. — Autres dispositions régissant la procédure

Restauration dans les droits

Art. 47. § 1^{er}. Lorsque, malgré toute la diligence dont il a fait preuve dans les circonstances particulières, le demandeur d'un droit d'obtenteur ou le titulaire ou toute autre partie à une procédure engagée devant l'Office n'a pas été en mesure d'observer un délai à l'égard de l'Office, il peut être, sur requête, rétabli dans ses droits si cet empêchement a eu pour conséquence directe, en vertu des dispositions de la présente loi, la perte d'un droit ou d'un moyen de recours.

§ 2. La requête est présentée par écrit dans un délai de deux mois à compter de la cessation de l'empêchement. L'acte non accompli doit l'être dans ce délai. La requête n'est recevable que dans un délai d'un an à compter de l'expiration du délai non observé.

§ 3. La requête est dûment motivée et indique les faits et les justifications invoqués à son appui. Elle n'est réputée présentée qu'après paiement de la redevance de restauration dans les droits, dans le délai prévu au § 2. L'Office décide sur la requête.

§ 4. Le présent article ne s'applique pas aux délais prévus au § 2 ainsi qu'à l'article 33.

§ 5. Quiconque a, de bonne foi, au cours de la période comprise entre la perte d'un droit lié, au sens du § 1^{er}, à la demande ou à l'octroi du droit d'obtenteur et la restauration dudit droit, exploité ou fait des préparatifs effectifs et sérieux pour exploiter le matériel d'une variété faisant l'objet d'une demande publiée de droit d'obtenteur ou d'une variété protégée peut, à titre gratuit, poursuivre cette exploitation dans son établissement ou pour les besoins de son établissement.

De houder moet toestaan dat materiaal van het betrokken ras en de plaats waar het ras in stand wordt gehouden, worden geïnspecteerd, zodat de nodige informatie kan worden verkregen ter beoordeling of het ras in stand gehouden wordt.

De houder moet de noodzakelijke documentatie bijhouden, zodat kan worden gecontroleerd of de noodzakelijke maatregelen zijn genomen.

§ 5. De controle omvat teeltproeven of andere proeven waarbij het door de houder verstrekte materiaal wordt vergeleken met de officiële beschrijving of met het officiële monster van het ras.

§ 6. Wanneer bij de controle blijkt dat de houder het ras niet in stand heeft gehouden, wordt de houder gehoord, op verzoek van de Dienst of op zijn verzoek, voordat een beslissing houdende verval wordt genomen overeenkomstig artikel 22.

Verstrekking van monsters

Art. 45. De houder dient, op verzoek van de Dienst, aan de Dienst of aan enige door de Dienst aangewezen partij, binnen de gestelde termijn, geschikte monsters van het beschermde ras of, in voorkomend geval, van de erfelijke bestanddelen ervan te verstrekken met het oog op :

1° de samenstelling of vernieuwing van het officiële monster van het ras,

of

2° de uitvoering van vergelijkende rassenonderzoeken ten behoeve van de bescherming.

Wijziging van de rasbenaming

Art. 46. § 1. De Dienst wijzigt, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten, een overeenkomstig artikel 42 vastgestelde rasbenaming indien hij vaststelt dat deze benaming niet of niet meer aan de voorwaarden van dit artikel voldoet en, indien de houder, rekening houdend met een vroeger recht van een derde, met de wijziging instemt, of indien een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing het gebruik van de rasbenaming verbiedt aan de houder of aan elke andere persoon die tot gebruik van de rasbenaming verplicht is.

§ 2. De Dienst geeft de houder de gelegenheid een gewijzigde rasbenaming voor te stellen, en zet de procedure voort overeenkomstig artikel 42.

§ 3. Tegen de voorgestelde gewijzigde rasbenaming kan overeenkomstig artikel 38, § 3, 2°, bezwaar ingeroepen worden.

Afdeling 6. — Overige procedurevoorschriften

Herstel in de rechten

Art. 47. § 1. Wanneer ondanks de in bijzondere omstandigheden betrachte zorg, de aanvrager van een kwekersrecht, de houder of iedere andere partij in een procedure voor de Dienst, niet in staat is geweest tegenover de Dienst een termijn in acht te nemen, kan hij op verzoek in zijn rechten hersteld worden indien de verhindering ingevolge deze wet rechtstreeks het verlies van een recht of van een rechtsmiddel tot gevolg gehad heeft.

§ 2. Het verzoek moet schriftelijk worden ingediend binnen een termijn van twee maanden nadat de verhindering is geëindigd. De niet-gestelde handeling moet gesteld worden binnen deze termijn. Het verzoek is slechts ontvankelijk binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf het verstrijken van de niet in acht genomen termijn.

§ 3. Het verzoek moet met redenen omkleed zijn en de feiten en de rechtvaardigingen aanvoeren waarop het gegrond is. Het verzoek wordt slechts geacht te zijn ingediend nadat de vergoeding tot herstel in de rechten binnen de termijn voorzien in § 2, werd betaald. De Dienst beslist over het verzoek.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op de termijnen bedoeld in § 2, alsmede in artikel 33.

§ 5. Wie te goeder trouw materiaal van een ras waarvoor een aanvraag tot verlening van een kwekersrecht is bekendgemaakt of waarvoor een kwekersrecht is verleend, heeft gebruikt of daartoe daadwerkelijke en wezenlijke voorbereidingen heeft getroffen nadat ten aanzien van de aanvraag of van het verleende kwekersrecht een verlies van een recht als bedoeld in § 1, is ingetreden en voordat herstel in de rechten heeft plaatsgevonden, mag dat gebruik in of ten behoeve van zijn bedrijf voortzetten zonder dat hij enige vergoeding is verschuldigd.

Droit au droit d'obtenteur pendant la procédure

Art. 48. § 1^{er}. Lorsqu'une action en revendication intentée, en vertu de l'article 61, § 3, à l'encontre du demandeur est inscrite au Registre, l'Office peut suspendre la procédure. L'Office peut préciser la date à laquelle il entend poursuivre la procédure.

§ 2. Lorsqu'une décision passée en force de chose jugée a été rendue sur l'action en revendication visée au § 1^{er} ou qu'une décision constatant qu'il a été mis fin, par tout autre moyen, à cette action, est inscrite au Registre, l'Office reprend la procédure. Il peut reprendre la procédure à une date antérieure, mais pas avant la date fixée en application du § 1^{er}.

§ 3. Lorsque le droit au droit d'obtenteur est transféré au profit d'un tiers et que ce transfert produit ses effets à l'égard de l'Office, le tiers concerné peut se substituer au premier demandeur, sous réserve d'en informer l'Office dans un délai d'un mois à compter de l'inscription de la décision passée en force de chose jugée au Registre. Les redevances à acquitter en application de l'article 49 déjà versées par le premier demandeur sont réputées avoir été acquittées par le second demandeur.

Section 7. — Redevances et taxes

Redevances

Art. 49. § 1^{er}. Le Roi fixe le montant des redevances que le demandeur doit acquitter pour le dépôt et l'instruction de sa demande.

Le Roi fixe également :

1° le montant des redevances dues pour les inscriptions faites par l'Office en application des articles 23, 24 et 25,

2° le montant des redevances dues pour la délivrance par l'Office, d'attestations et de copies,

3° le montant des redevances pour le contrôle du maintien de la variété,

4° le montant de la redevance de restitution en entier.

§ 2. Si les redevances dues en vertu du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne sont pas payées, le demandeur est réputé renoncer à sa demande.

§ 3. Le Roi fixe les modalités de perception des redevances.

§ 4. Les redevances ne sont pas remboursables.

Taxe annuelle

Art. 50. § 1^{er}. En vue du maintien en vigueur du droit d'obtenteur, l'Office perçoit des taxes annuelles pendant la durée du droit.

§ 2. La taxe annuelle doit être payée par anticipation. Son paiement vient à échéance le dernier jour du mois de la date anniversaire de l'octroi du droit d'obtenteur.

La taxe annuelle pour la première année est payée avant la fin du mois qui suit celui au cours duquel le droit d'obtenteur est octroyé.

Lorsque le paiement de la taxe annuelle n'a pas été effectué à son échéance, ladite taxe peut encore être acquittée augmentée d'une surtaxe, dans un délai de deux mois à compter de l'échéance de la taxe annuelle.

§ 3. Le Roi fixe le montant et les modalités de perception de la taxe annuelle et de la surtaxe.

§ 4. La taxe annuelle n'est pas remboursable.

Recht op een kwekersrecht tijdens de procedure

Art. 48. § 1. Wanneer een vordering tot opeising krachtens artikel 61, § 3, tegen de aanvrager is ingesteld en deze in het Register is ingeschreven, kan de Dienst de procedure schorsen. De Dienst kan de datum vaststellen waarop hij voornemens is de procedure te hervatten.

§ 2. Wanneer de in § 1 bedoelde vordering tot opeising tot een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing heeft geleid, of wanneer er een beslissing die de beëindiging van de vordering op een andere wijze vaststelt, in het Register is ingeschreven, hervat de Dienst de procedure. Hij kan de procedure eerder hervatten, maar niet vóór de overeenkomstig § 1 vastgestelde datum.

§ 3. Wanneer het recht op een kwekersrecht op een derde is overgegaan, en deze overdracht uitwerking heeft ten opzichte van de Dienst, kan de betrokken derde zich in de plaats van de eerste aanvrager stellen, mits hij de Dienst hiervan in kennis stelt binnen een maand nadat de desbetreffende in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing in het Register is ingeschreven. Wanneer de oorspronkelijke aanvrager reeds vergoedingen uit hoofde van artikel 49 heeft betaald, worden deze geacht te zijn betaald door de tweede aanvrager.

Afdeling 7. — Vergoedingen en taksen

Vergoedingen

Art. 49. § 1. De Koning bepaalt het bedrag van de vergoedingen die de aanvrager moet betalen voor de indiening en het onderzoek van zijn aanvraag.

De Koning bepaalt eveneens :

1° het bedrag van de vergoedingen verschuldigd voor de inschrijvingen die door de Dienst worden verricht met toepassing van de artikelen 23, 24 en 25,

2° het bedrag van de vergoedingen verschuldigd voor de door de Dienst afgegeven attesten en afschriften,

3° het bedrag van de vergoedingen voor de controle op de instandhouding van het ras,

4° het bedrag van de vergoeding tot herstel in de oorspronkelijke toestand.

§ 2. Indien de vergoedingen die verschuldigd zijn krachtens § 1, eerste lid, niet worden betaald, wordt de aanvrager geacht aan zijn aanvraag te verzaken.

§ 3. De Koning bepaalt de modaliteiten van inning van de vergoedingen.

§ 4. De vergoedingen zijn niet terugbetaalbaar.

Jaartaks

Art. 50. § 1. Met het oog op de instandhouding van het kwekersrecht, rekent de Dienst jaartaksen aan gedurende de duur van het recht.

§ 2. De jaartaks is vooraf te betalen. De betaling vervalt op de laatste dag van de maand van de verjaardag van de verlening van het kwekersrecht.

De jaartaks voor het eerste jaar wordt betaald vóór het einde van de maand volgend op de maand waarin het kwekersrecht wordt verleend.

Wanneer de betaling van de jaartaks niet op de vervaldatum werd gekweten, kan deze taks alsnog betaald worden vermeerderd met een toeslag, binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de vervaldag van de jaartaks.

§ 3. De Koning bepaalt het bedrag en de modaliteiten van inning van de jaartaks en de toeslag.

§ 4. De jaartaks is niet terugbetaalbaar.

Section 8. — Tenue du registre

Registre

Art. 51. § 1^{er}. L'Office tient un registre des demandes de droit d'obteneur et des droits d'obteneur octroyés.

§ 2. Dans le Registre sont portées les inscriptions suivantes :

1° les demandes de droit d'obteneur avec mention du taxon, de la désignation provisoire de la variété, de la date de dépôt, ainsi que des nom et adresse du demandeur, de l'obteneur et de tout mandataire concerné;

2° tout cas de fin d'une procédure concernant des demandes de droit d'obteneur avec mention des données visées au point 1°;

3° les propositions de dénomination variétale;

4° les modifications relatives à l'identité du demandeur ou de son mandataire;

5° tout transfert notifié d'une demande, avec mention des nom et adresse des ayants droit ou ayants cause;

6° les licences contractuelles notifiées, avec mention des nom et adresse des licenciés;

7° toute contestation portant sur des droits civils, ainsi que la décision passée en force de chose jugée concernant cette action en justice ou tout abandon de celle-ci.

§ 3. Après l'octroi du droit d'obteneur, sont également portées dans le registre les inscriptions suivantes :

1° l'espèce et la dénomination de la variété;

2° la description officielle de la variété;

3° dans le cas des variétés nécessitant, pour la production de matériel, l'emploi répété de matériel de certains composants, la mention de ces composants;

4° les nom et adresse du titulaire, de l'obteneur et de tout mandataire concerné;

5° la date de début et d'extinction du droit d'obteneur, ainsi que le motif de son extinction;

6° tout transfert notifié d'un droit d'obteneur, avec mention des nom et adresse des ayants droit ou ayants cause;

7° les licences contractuelles notifiées, avec mention des nom et adresse des licenciés;

8° les licences obligatoires et les décisions qui s'y rapportent, avec mention des nom et adresse des licenciés;

9° toute modification dans un droit d'obteneur;

10° si le titulaire d'une variété initiale et l'obteneur d'une variété essentiellement dérivée de la variété initiale en font tous deux la demande, l'identification des variétés en tant que variétés initiale et essentiellement dérivée, y compris les dénominations variétales et les noms des parties concernées. Une demande adressée par une seule des parties concernées n'est suffisante que si celle-ci a obtenu, soit la reconnaissance incontestée de l'autre partie conformément à l'article 63, soit une décision judiciaire passée en force de chose jugée comportant une identification des variétés concernées en tant que variétés initiale et essentiellement dérivée;

11° toute contestation portant sur des droits civils ainsi que la décision passée en force de chose jugée concernant cette action en justice ou tout abandon de celle-ci.

§ 4. Le Roi peut fixer tout autre détail ou toute autre condition relatif à l'inscription dans le registre.

§ 5. Les inscriptions visées aux §§ 2, 7°, et 3, 11°, sont effectuées par le greffier de la juridiction ayant statué sur le litige concerné, sur requête de la personne ayant introduit l'action ou de tout intéressé.

§ 6. L'Office peut, en ce qui concerne le nombre et le type de caractères ou les expressions établies de ces caractères, adapter d'office et après avoir consulté le titulaire, la description officielle de la variété, si nécessaire, aux principes applicables à la description des variétés du taxon concerné, afin de rendre la description de la variété comparable aux descriptions d'autres variétés du taxon concerné.

Afdeling 8. — Bijhouden van het register

Register

Art. 51. § 1. De Dienst houdt een register bij van de aanvragen voor kwekersrecht en van de verleende kwekersrechten.

§ 2. Het Register bevat de volgende inschrijvingen :

1° aanvragen tot verlening van een kwekersrecht, met vermelding van het taxon en de voorlopige aanduiding van het ras, de datum van indiening en de naam en het adres van de aanvrager, de kweker en eventuele betrokken gemachtigden;

2° alle gevallen van beëindigingen van procedures betreffende aanvragen voor een kwekersrecht, met vermelding van de onder 1° bedoelde informatie;

3° voorstellen voor rasbenamingen;

4° wijzigingen van de identiteit van een aanvrager of diens gemachtigde;

5° alle betekende overdrachten van een aanvraag, met vermelding van de naam en het adres van de rechthebbenden of rechtverkrijgenden;

6° alle betekende contractuele licenties, vergezeld van de naam en het adres van de licentiehouders;

7° alle geschillen over burgerlijke rechten, evenals de in kracht van gewijsde gegane beslissing over deze vordering of elke andere beëindiging van de vordering.

§ 3. Nadat een kwekersrecht is verleend worden bovendien de volgende gegevens in het register ingeschreven :

1° de soort waartoe het ras behoort en de rasbenaming;

2° de officiële beschrijving van het ras;

3° indien een ras, voor de productie van materiaal, het voortdurend gebruik van materiaal van bepaalde componenten vereist, een verwijzing naar die componenten;

4° de naam en het adres van de houder, van de kweker en van de betrokken gemachtigden;

5° de datum waarop het kwekersrecht aanvangt en waarop het eindigt, het laatste met vermelding van de reden;

6° alle betekende overdrachten van een kwekersrecht, met vermelding van de naam en het adres van de rechthebbenden of rechtverkrijgenden;

7° alle betekende contractuele licenties, met vermelding van de naam en het adres van de licentiehouders;

8° de gedwongen licenties en de daarop betrekking hebbende beslissingen, met vermelding van de naam en het adres van de licentiehouders;

9° alle wijzigingen in een kwekersrecht;

10° indien de houder van een oorspronkelijk ras en de kweker van een ras dat in wezen van het oorspronkelijke is afgeleid, beiden hierom verzoeken, de identificatie van de rassen als zijnde oorspronkelijk en in wezen afgeleid, met inbegrip van de rasbenamingen en de namen van de betrokken partijen. Een verzoek van een van de betrokken partijen is slechts toereikend, indien de partij in kwestie een onbetwistbare erkenning van de andere partij heeft verkregen overeenkomstig artikel 63, dan wel indien hij een in een kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing heeft verkregen waarin de betrokken rassen als zijnde oorspronkelijk en in wezen afgeleid, worden geïdentificeerd;

11° alle geschillen over burgerlijke rechten, evenals de in kracht van gewijsde gegane beslissing over deze vordering of elke andere beëindiging van de vordering.

§ 4. De Koning kan elke verdere bijzonderheid en elke andere voorwaarde betreffende de inschrijving in het register bepalen.

§ 5. De in §§ 2, 7°, en 3, 11°, bedoelde inschrijvingen worden uitgevoerd door de griffier van de rechterlijke instantie die over het betrokken geschil uitspraak heeft gedaan, op verzoek van de persoon die de vordering ingediend heeft of van elke belanghebbende.

§ 6. De Dienst kan de officiële beschrijving van het ras wat betreft aantal en aard van de eigenschappen of de vastgestelde expressies van die eigenschappen, ambtshalve en na raadpleging van de houder, aan de voor de beschrijving van rassen van het betrokken taxon geldende beginselen aanpassen, teneinde de beschrijving van het ras met de beschrijvingen van andere rassen van het betrokken taxon te kunnen vergelijken.

Inspection publique

Art. 52. § 1^{er}. Le registre visé à l'article 51 est ouvert à l'inspection publique, dans les locaux de l'Office.

§ 2. Des extraits du registre sont délivrés à la demande de toute personne intéressée.

§ 3. Toute personne ayant un intérêt légitime peut, selon les modalités définies par le Roi :

1° consulter les pièces relatives à une demande de droit d'obtenteur,

2° consulter les pièces relatives à un droit d'obtenteur déjà octroyé,

3° visiter les essais en culture destinés à l'examen technique d'une variété,

et

4° visiter les essais en culture destinés à la vérification technique du maintien d'une variété.

§ 4. Dans le cas des variétés pour lesquelles du matériel présentant des composants spécifiques doit être utilisé à plusieurs reprises pour la production de matériel de la variété, sur requête du demandeur du droit d'obtenteur, tous les renseignements relatifs aux composants, y compris leur culture, sont exclus de la consultation publique. Une telle requête n'est plus recevable lorsqu'il a été statué sur la demande du droit d'obtenteur.

Publication

Art. 53. Les inscriptions au registre imposées par l'article 51, § 2, et § 3, 1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11°, sont publiées par l'Office de la manière fixée par le Roi.

CHAPITRE 5. — *Respect des droits*Section 1^{re}. — Compétence

Compétence

Art. 54. Les tribunaux de commerce connaissent, même lorsque les parties ne sont pas commerçantes, de toutes les demandes relatives à l'application de la présente loi, quel que soit le montant de la demande.

Si la contestation est née au cours de l'instruction administrative de la demande d'octroi du droit d'obtenteur, l'Office peut, à la demande d'une partie à l'instance judiciaire, suspendre l'octroi du droit jusqu'à ce que le tribunal ait statué.

Section 2. — Contrefaçon et respect des droits

Contrefaçon

Art. 55. Constitue une contrefaçon :

1° l'accomplissement, sans y avoir été autorisé, d'un des actes visés à l'article 12, § 2, à l'égard d'une variété protégée,

ou

2° l'utilisation d'une dénomination variétale contrairement aux conditions de l'article 17, § 1^{er},

ou

3° l'utilisation, contrairement à l'article 18, § 3, de la dénomination variétale d'une variété protégée ou d'une dénomination pouvant être confondue avec ladite dénomination.

Action en contrefaçon

Art. 56. § 1^{er}. L'action en contrefaçon peut être intentée à partir de la date à laquelle l'octroi du droit d'obtenteur est publié et uniquement pour des actes de contrefaçon commis à partir de cette date.

§ 2. Le titulaire ou l'usufruitier d'un droit d'obtenteur sont habilités à agir en contrefaçon.

Toutefois, le bénéficiaire d'une licence obligatoire octroyée en application de l'article 25, § 1^{er}, peut agir en contrefaçon si, après mise en demeure, le titulaire ou l'usufruitier du droit d'obtenteur n'engagent pas une telle action.

Le bénéficiaire d'une licence exclusive peut agir en contrefaçon, sauf disposition contraire du contrat de licence.

Tout licencié est recevable à intervenir dans l'instance en contrefaçon engagée par le titulaire ou l'usufruitier afin d'obtenir réparation du préjudice qu'il a subi.

Openbare inzage

Art. 52. § 1. Het in artikel 51 genoemde register ligt ter inzage van het publiek, in de kantoren van de Dienst.

§ 2. Elke belanghebbende die daarom verzoekt, kan uittreksels uit het register verkrijgen.

§ 3. Iedereen die een gewettigd belang heeft, kan, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten :

1° de stukken inkijken die op een aanvraag voor een kwekersrecht betrekking hebben,

2° de stukken inkijken die op een reeds verleend kwekersrecht betrekking hebben,

3° de teeltproeven bezoeken met het oog op het technisch onderzoek van een ras,

en

4° de teeltproeven bezoeken met het oog op de technische controle op de instandhouding van een ras.

§ 4. Indien voor de voortbrenging van materiaal van het ras materiaal van bepaalde componenten herhaaldelijk moet worden gebruikt, wordt op verzoek van de aanvrager van het kwekersrecht geen publieke inzage gegeven in gegevens betreffende de componenten, noch van de teelt daarvan. Een dergelijk verzoek is niet meer ontvankelijk wanneer er reeds een beslissing is gevallen over de aanvraag van het kwekersrecht.

Publicatie

Art. 53. De inschrijvingen in het register die zijn opgelegd in het artikel 51, § 2, en § 3, 1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11°, worden door de Dienst gepubliceerd op de door de Koning vastgestelde wijze.

HOOFDSTUK 5. — *Handhaving van de rechten*

Afdeling 1. — Bevoegdheid

Bevoegdheid

Art. 54. De rechtbanken van koophandel nemen, zelfs wanneer de partijen geen kooplieden zijn, kennis van alle vorderingen aangaande de toepassing van deze wet, ongeacht het bedrag van de vordering.

Is het geschil ontstaan in de loop van het administratieve onderzoek van de aanvraag voor de verlening van het kwekersrecht, dan kan de Dienst op vordering van een partij in het rechtsgeding, de verlening van het recht opschorten tot de rechtbank uitspraak heeft gedaan.

Afdeling 2. — Namaak en handhaving van de rechten

Namaak

Art. 55. Wordt beschouwd als namaak :

1° het verrichten van een handeling bedoeld in artikel 12, § 2, met betrekking tot een beschermd ras, zonder daartoe gerechtigd te zijn,

of

2° het gebruiken van de rasbenaming in strijd met de voorwaarden van artikel 17, § 1,

of

3° het gebruik maken van de rasbenaming van een beschermd ras of van een benaming die met die benaming kan worden verward, in strijd met artikel 18, § 3.

Vordering inzake namaak

Art. 56. § 1. De vordering inzake namaak kan ingesteld worden vanaf de dag van de publicatie van de verlening van het kwekersrecht en alleen voor inbreuken gepleegd vanaf deze datum.

§ 2. De houder of de vruchtgebruiker van een octrooi kan een vordering inzake namaak instellen.

Nochtans mag de houder van een gedwongen licentie toegekend bij toepassing van artikel 25, § 1, een vordering inzake namaak instellen indien, na ingebreke gesteld te zijn, de houder of de vruchtgebruiker van het kwekersrecht dergelijke vordering niet instelt.

De houder van een exclusieve licentie kan een vordering wegens namaak instellen, behoudens andersluidende bepaling in de licentieovereenkomst.

Elke licentiehouders mag tussenbeide komen in een vordering inzake namaak ingediend door de houder of de vruchtgebruiker, teneinde vergoeding van de door hem geleden schade te verkrijgen.

Réparation du préjudice

Art. 57. § 1^{er}. Sans préjudice du § 3, la partie lésée a droit à la réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait de la contrefaçon.

§ 2. Lorsque l'étendue du préjudice ne peut être déterminée d'aucune autre manière, le juge peut de manière raisonnable et équitable fixer un montant forfaitaire, à titre de dommages et intérêts.

Le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, le juge fixe la somme à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder.

§ 3. En cas de mauvaise foi, le juge peut prononcer au profit du demandeur la confiscation des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création et à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si les biens, matériaux et instruments ne sont plus en possession du défendeur, le juge peut allouer une somme égale au prix reçu pour les biens, matériaux et instruments cédés. La confiscation ainsi prononcée absorbe, à concurrence de la valeur de la confiscation, les dommages et intérêts.

Cessation de l'atteinte et autres mesures

Art. 58. § 1^{er}. Lorsque le juge constate un acte de contrefaçon au sens de l'article 55, il ordonne la cessation de cette atteinte à tout auteur de celle-ci.

Le juge peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour accomplir un acte de contrefaçon au sens de l'article 55.

§ 2. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée en raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, le juge peut ordonner à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création et à la fabrication de ces biens.

Ces mesures sont mises en œuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande visée à l'alinéa 1^{er}, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures correctives ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

§ 3. Lorsque dans le cadre d'une procédure, le juge constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont elle dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens ou services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant qu'il s'agisse d'une mesure justifiée et proportionnée.

Une même injonction peut être faite à la personne qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale, qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale ou qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans des activités contrefaisantes.

§ 4. Le juge peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant.

Vergoeding van de schade

Art. 57. § 1. Onverminderd § 3, heeft de benadeelde partij recht op de vergoeding van elke schade die hij door de namaak lijdt.

§ 2. Wanneer de omvang van de schade op geen andere wijze kan bepaald worden, kan de rechter de schadevergoeding in redelijkheid en billijkheid vaststellen op een forfaitair bedrag.

De rechter kan, bij wijze van schadevergoeding, de afgifte bevelen aan de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de waarde van die goederen, materialen en werktuigen de omvang van de werkelijke schade overschrijdt, bepaalt de rechter de door de eiser te betalen opleg.

In geval van kwade trouw kan de rechter, bij wijze van schadevergoeding, de afdracht bevelen van het geheel of een deel van de ten gevolge van de inbreuk genoten winst alsmede tot het afleggen van rekening en verantwoording dienaangaande. Bij het bepalen van de af te dragen winst worden enkel de kosten in mindering gebracht die rechtstreeks verbonden zijn aan de betrokken namaakactiviteiten.

§ 3. In geval van kwade trouw kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken ten voordele van de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de goederen, materialen en werktuigen niet meer in het bezit van de verweerder zijn, kan de rechter een vergoeding toekennen waarvan het bedrag gelijk is aan de voor de verkochte goederen, materialen en werktuigen ontvangen prijs. De aldus uitgesproken verbeurdverklaring slorpt de schadevergoeding op ten belope van de waarde van het verbeurdverklaarde.

Staking van de inbreuk en andere maatregelen

Art. 58. § 1. Wanneer de rechter een daad van namaak zoals bepaald in artikel 55 heeft vastgesteld, spreekt deze tegenover elke inbreukmaker de staking ervan uit.

De rechter kan eveneens een bevel tot staking uitvaardigen tegenover tussenpersonen wier diensten door derden worden gebruikt om een daad van namaak zoals bepaald in artikel 55 te plegen.

§ 2. Onverminderd de aan de benadeelde wegens de inbreuk verschuldigde schadevergoeding en zonder schadeloosstelling van welke aard ook, kan de rechter op vordering van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen de terugroeping uit het handelsverkeer, de definitieve verwijdering uit het handelsverkeer of de vernietiging gelasten van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt.

Deze maatregelen worden uitgevoerd op kosten van de inbreukmaker, tenzij bijzondere redenen dit beletten.

Bij de beoordeling van een vordering als bedoeld in het eerste lid, wordt rekening gehouden met de evenredigheid tussen de ernst van de inbreuk en de gelaste corrigerende maatregelen, alsmede met de belangen van derden.

§ 3. Wanneer de rechter in de loop van een procedure een inbreuk vaststelt, kan hij, op verzoek van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen, de inbreukmaker bevelen al hetgeen hem bekend is omtrent de herkomst en de distributiekanaalen van de inbreukmakende goederen of diensten aan de partij die de vordering instelt mee te delen en haar alle daarop betrekking hebbende gegevens te verstrekken, voor zover die maatregel gerechtvaardigd en redelijk voorkomt.

Eenzelfde bevel kan worden opgelegd aan de persoon die de inbreukmakende goederen op commerciële schaal in zijn bezit heeft, de diensten waardoor een inbreuk wordt gemaakt op commerciële schaal heeft gebruikt, of op commerciële schaal diensten die bij inbreukmakende handelingen worden gebruikt, heeft verleend.

§ 4. De rechter kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de inbreukmaker en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de inbreukmaker.

Actes antérieurs à l'octroi du droit d'obteneur

Art. 59. Le titulaire peut exiger une indemnité raisonnable de la part de toute personne ayant accompli, pendant la période comprise entre la publication de la demande de droit d'obteneur et l'octroi du droit d'obteneur, un acte qui lui aurait été interdit après ladite période au titre du droit d'obteneur.

Sanction en cas de contrefaçon
d'une protection communautaire des obtentions végétales

Art. 60. Les dispositions de droit civil visant à sanctionner les cas de contrefaçon du droit d'obteneur belge sont applicables également aux cas de contrefaçon d'une protection communautaire des obtentions végétales octroyée en vertu du Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Section 3. — Revendication du droit d'obteneur
et identification d'une variétéRevendication de la demande de droit d'obteneur
ou du droit d'obteneur

Art. 61. § 1^{er}. Si le droit d'obteneur a été octroyé à une personne non habilitée en vertu de l'article 10, la personne habilitée peut, sans préjudice de tous autres droits ou actions, revendiquer le transfert à son profit du droit d'obteneur.

§ 2. Si la personne lésée n'a droit qu'à une partie du droit d'obteneur, elle peut, conformément aux dispositions du § 1^{er}, revendiquer la reconnaissance en tant que cotitulaire.

§ 3. Les actions visées aux §§ 1^{er} et 2 sont également reconnues mutatis mutandis à la personne habilitée à l'égard de toute demande d'octroi de droit d'obteneur introduite par un demandeur qui n'y avait pas droit ou qui n'était pas le seul à y avoir droit.

Conséquences d'un changement de demandeur
ou de titulaire du droit d'obteneur

Art. 62. § 1^{er}. Lorsqu'un changement intégral de demandeur ou de titulaire intervient à la suite d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée sur la base d'une action en revendication, les licences s'éteignent par l'inscription de la personne habilitée au registre.

§ 2. Si, avant l'introduction de l'action en revendication, le demandeur, le titulaire ou un licencié a accompli un des actes visés à l'article 12, § 2 ou fait des préparatifs réels et sérieux à cette fin, il peut poursuivre ou accomplir ces actes, à condition de demander la concession d'une licence non exclusive au nouveau demandeur ou titulaire inscrit au registre.

§ 3. Le § 2 ne s'applique pas dans le cas où le demandeur, le titulaire ou le licencié était de mauvaise foi au moment de l'accomplissement des actes ou des préparatifs à cette fin.

Obtention de l'identification d'une variété

Art. 63. Le titulaire d'une variété initiale et l'obteneur d'une variété essentiellement dérivée ont le droit d'obtenir la reconnaissance de l'identification des variétés concernées en tant que variété initiale et variété essentiellement dérivée.

Section 4. — Prescription

Prescription

Art. 64. § 1^{er}. Les actions visées aux articles 56 et 59 se prescrivent par trois ans à compter de la date à laquelle le droit d'obteneur a finalement été octroyé et à laquelle le titulaire a pris connaissance de l'acte et de l'identité de l'auteur de la contrefaçon et, en l'absence de cette connaissance, trente ans après l'accomplissement de l'acte en cause.

§ 2. Les actions visées à l'article 61, §§ 1^{er} et 2, se prescrivent par cinq ans à compter de la date de publication de l'octroi du droit d'obteneur. Cette disposition ne s'applique pas si le titulaire savait, au moment de l'octroi ou de l'acquisition du droit, qu'il n'avait pas droit ou qu'il n'était pas le seul à avoir droit au droit d'obteneur.

§ 3. Les actions visées à l'article 61, § 3, se prescrivent par cinq ans à compter de la date de publication de la demande de droit d'obteneur. Cette disposition ne s'applique pas si le demandeur savait, au moment de la demande ou de l'acquisition de la demande, qu'il n'avait pas droit ou qu'il n'était pas le seul à avoir droit à la demande.

Vóór de verlening van het kwekersrecht verrichte handelingen

Art. 59. De houder kan een redelijke vergoeding eisen van eenieder die, in de periode tussen de publicatie van de aanvraag voor het kwekersrecht en de verlening daarvan, een handeling heeft verricht die hem na die periode uit hoofde van het kwekersrecht verboden zou zijn.

Sancties ingeval van namaak op communautaire kwekersrechten

Art. 60. De bepalingen van burgerlijk recht die namaak op Belgische kwekersrechten bestraffen, zijn eveneens van toepassing op inbreuken op de communautaire kwekersrechten verleend op grond van de Verordening nr. 2100/94/EG van de Raad van 27 juli 1994 inzake het communautaire kwekersrecht.

Afdeling 3. — Opeising van het kwekersrecht
en identificatie van een rasOpeising van de aanvraag voor het kwekersrecht
of van het kwekersrecht

Art. 61. § 1. Indien een kwekersrecht is verleend aan een persoon die op grond van artikel 10 niet gemachtigd is, kan de rechthebbende, onverminderd alle andere rechten of vorderingen, eisen dat het kwekersrecht aan hem wordt overgedragen.

§ 2. Indien de benadeelde slechts aanspraak kan maken op een deel van het kwekersrecht, kan hij, in overeenstemming met § 1, eisen dat hem het medehouderschap van het kwekersrecht wordt verleend.

§ 3. Indien een aanvraag tot verlening van een kwekersrecht is ingediend door een persoon die er geen aanspraak op heeft, of die er niet alleen aanspraak op heeft, kan de gemachtigde persoon met betrekking tot die aanvraag op overeenkomstige wijze de in §§ 1 en 2 bedoelde vorderingen instellen.

Gevolgen van verandering van aanvrager
of van houder van het kwekersrecht

Art. 62. § 1. In geval van volledige verandering van aanvrager of van houder ingevolge een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing naar aanleiding van een vordering tot opeising, vervallen de licenties bij de inschrijving van de rechthebbende in het register.

§ 2. Indien de aanvrager, de houder of een licentiehouder vóór de inleiding van de opeisingprocedure één van de in artikel 12, § 2, genoemde handelingen heeft verricht of daartoe daadwerkelijke en wezenlijke voorbereidingen heeft getroffen, mag hij die handelingen voortzetten of verrichten, mits hij de in het register ingeschreven nieuwe aanvrager of houder om verlening van een niet-exclusieve licentie verzoekt.

§ 3. Paragraaf 2 is niet van toepassing indien de aanvrager, de houder of de licentiehouder op het tijdstip waarop hij de handelingen verrichtte of de voorbereidingen daartoe trof, te kwader trouw was.

Verwerving van de identificatie van een ras

Art. 63. De houder van een oorspronkelijk ras en de kweker van een ras dat in wezen van een oorspronkelijk ras is afgeleid, kunnen de erkenning eisen van de identificatie van de betrokken rassen als zijnde oorspronkelijk en in wezen afgeleid.

Afdeling 4. — Verjaring

Verjaring

Art. 64. § 1. Vorderingen op grond van artikelen 56 en 59 verjaren drie jaar na de datum waarop het kwekersrecht uiteindelijk is verleend en waarop de houder kennis heeft gekregen van de betrokken handeling en van de identiteit van de overtreder, of, bij het ontbreken van dergelijke kennis, dertig jaar na de voltrekking van de handeling.

§ 2. Vorderingen op grond van artikel 61, §§ 1 en 2, verjaren vijf jaar na de datum van publicatie van de verlening van het kwekersrecht. Deze bepaling geldt niet indien de houder op het tijdstip van verlening of verkrijging van het kwekersrecht wist dat hij er geen recht op had of dat hij er niet alleen recht op had.

§ 3. Vorderingen op grond van artikel 61, § 3, verjaren vijf jaar na de datum van publicatie van de aanvraag voor het kwekersrecht. Deze bepaling geldt niet indien de aanvrager op het tijdstip van de aanvraag of verkrijging van de aanvraag wist dat hij er geen recht op had of dat hij er niet alleen recht op had.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Dispositions transitoires

Art. 65. § 1^{er}. Les demandes de droit d'obtenteur déposées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont traitées selon les dispositions applicables au moment du dépôt.

§ 2. La présente loi s'applique immédiatement aux droits d'obtenteur délivrés avant son entrée en vigueur, avec toutefois maintien des droits acquis au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 3. Les dispositions des articles 49 et 50 sont applicables aux droits d'obtenteur demandés ou délivrés avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Déroation quant aux variétés nouvelles

Art. 66. Nonobstant l'article 8, § 1^{er}, 1°, et sans préjudice de l'article 8, §§ 2 et 3, une variété est également considérée comme nouvelle dans les cas où des constituants variétaux ou un matériel de récolte de ces constituants n'ont pas été vendus ou cédés à des tiers par l'obtenteur ou avec son consentement, sur le territoire belge, aux fins de l'exploitation de la variété, plus de quatre ans et, dans le cas de vignes ou d'arbres, plus de six ans avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Cette disposition s'applique si la date de la demande se situe dans une période d'une année suivant cette date d'entrée en vigueur et pour autant que la variété appartienne à une espèce végétale autre que celles énumérées dans l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1993 déterminant les espèces végétales pour lesquelles un certificat d'obtention peut être délivré et fixant la durée de protection pour ces espèces.

Déroation quant aux variétés essentiellement dérivées

Art. 67. L'article 13, § 1^{er}, 1°, ne s'applique pas aux variétés essentiellement dérivées dont l'obtenteur aura, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, fait des préparatifs effectifs et sérieux en vue de leur exploitation, ou que l'obtenteur aura exploitées avant cette date.

Communication des décisions judiciaires

Art. 68. Les greffiers des cours ou tribunaux communiquent gratuitement à l'Office dans le mois du prononcé une copie des décisions judiciaires rendues sur des contestations visées à l'article 54.

Modification du Code judiciaire

Art. 69. Dans l'article 574, 16°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 10 mai 2007, les mots « article 38 de la loi du 20 mai 1975 » sont remplacés par les mots « article 54 de la loi du... ».

Modification de la loi du 15 mai 2007

Art. 70. A l'article 8 de la loi du 15 mai 2007 relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, 3), a), est remplacé par ce qui suit :

« a) les articles 12, 13, 17, § 1^{er}, et 18, § 3, de la loi du 10 janvier 2011 sur la protection des obtentions végétales »;

2° le § 2, 3), a), est remplacé par ce qui suit :

« a) les actes visés aux articles 14, § 1^{er}, 15 et 16 de la loi du 10 janvier 2011 sur la protection des obtentions végétales ».

Disposition abrogatoire

Art. 71. La loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales, modifiée par les lois des 17 mars 1993, 9 mai 2007 et 10 mai 2007, est abrogée.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Overgangsbepalingen

Art. 65. § 1. De aanvragen voor kwekersrechten die voor de inwerkingtreding van deze wet zijn ingediend worden afgehandeld volgens de bepalingen die ten tijde van de indiening van toepassing waren.

§ 2. Deze wet is onmiddellijk van toepassing op de kwekersrechten die vóór haar inwerkingtreding zijn verleend, evenwel met behoud van de rechten die bij de inwerkingtreding van deze wet zijn verworven.

§ 3. De bepalingen van de artikelen 49 en 50 zijn van toepassing op de kwekersrechten die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn aangevraagd of verleend.

Afwijking betreffende de nieuwe rassen

Art. 66. Niettegenstaande artikel 8, § 1, 1°, en onverminderd artikel 8, §§ 2 en 3, wordt een ras ook als nieuw beschouwd indien nog geen rascomponenten van het ras dan wel oogstmateriaal zijn verkocht of aan derden overgedragen door, of met toestemming van, de kweker met het oog op exploitatie van het ras op het grondgebied van België eerder dan vier jaar, of, voor rassen van wijnstokken en bomen, eerder dan zes jaar, vóór de inwerkingtreding van deze wet. Deze bepaling geldt indien de datum van aanvraag uiterlijk één jaar na die datum van inwerkingtreding valt en voor zover het ras behoort tot een andere plantensoort dan degene die opgesomd zijn in het koninklijk besluit van 1 oktober 1993 tot aanwijzing van de plantensoorten voor dewelke een kwekerscertificaat kan worden verleend en tot bepaling van de duur van de bescherming voor die soorten.

Afwijking betreffende de in wezen afgeleide rassen

Art. 67. Artikel 13, § 1, 1°, is niet van toepassing op in wezen afgeleide rassen waarvan de kweker daadwerkelijke en wezenlijke voorbereidingen heeft getroffen vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet ten behoeven van hun exploitatie, of die de kweker gebruikt zal hebben vóór deze datum.

Mededeling van de rechterlijke beslissingen

Art. 68. De griffiers der hoven of rechtbanken delen aan de Dienst binnen de maand na de uitspraak kosteloos een afschrift mede van de rechterlijke beslissingen over in artikel 54 bedoelde geschillen.

Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 69. In artikel 574, 16°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « artikel 38 van de wet van 20 mei 1975 » vervangen door de woorden « artikel 54 van de wet van... ».

Wijziging van de wet van 15 mei 2007

Art. 70. In artikel 8 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 3), a), wordt vervangen als volgt :

« a) de artikelen 12, 13, 17, § 1, en 18, § 3, van de wet van 10 januari 2011 tot bescherming van kweekproducten »;

2° § 2, 3), a), wordt vervangen als volgt :

« a) de handelingen bepaald in de artikelen 14, § 1, 15 en 16 van de wet van 10 januari 2011 tot bescherming van kweekproducten ».

Opheffingsbepaling

Art. 71. De wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekproducten, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1993, 9 mei 2007 en 10 mei 2007, wordt opgeheven.

Entrée en vigueur

Art. 72. A l'exception du présent article, le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 2011.

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Notes

(1) *Session 2010/2011 :*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 53-404 - n° 1. — Erratum, 53-404 - n° 2. — Rapport, 53-404 - n° 3. — Texte corrigé par la commission, 53-404 - n° 4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-404 - n° 5.

Compte rendu intégral : 16 décembre 2010.

Sénat.

Documents. — Projet non évoqué par le Sénat, 5-611 - n° 1.

Inwerkingtreding

Art. 72. Uitgezonderd voor dit artikel bepaalt de Koning voor elk artikel van deze wet de datum waarop het in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 januari 2011.

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Nota

(1) *Zitting 2010/2011 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsontwerp, 53-404 - nr. 1. — Erratum, 53-404 - nr. 2. — Verslag, 53-404 - nr. 3. — Tekst verbeterd door de commissie, 53-404 - nr. 4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 404 - nr. 5.

Integraal verslag : 16 december 2010.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 5-611, nr. 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2011 — 617

[C — 2011/03046]

10 FEVRIER 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 janvier 2010 fixant les modalités générales des loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous les appellations « Lotto Extra » et « Joker + »

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'article 6, § 1^{er}, 1^o, modifiées par la loi-programme I du 24 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 2010 fixant les modalités générales des loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous les appellations « Lotto Extra » et « Joker + »;

Vu l'avis 49.110/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 janvier 2010 fixant les modalités générales des loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous les appellations « Lotto Extra » et « Joker + », modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « tirage « Lotto Extra » : un tirage qui, organisé par la Loterie Nationale conformément aux dispositions du présent arrêté, est présenté au public sous l'appellation « Lotto Extra »;

2° « Fonds de cagnotte Lotto » : le fonds visé à l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 portant le règlement du Lotto et du Joker +, loteries publiques organisées par la Loterie Nationale, modifié par les arrêtés royaux des 25 octobre 2002, 10 août 2005 et 9 janvier 2011;

3° « Fonds de cagnotte Joker + » : le fonds visé à l'article 26, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 portant le règlement du Lotto et du Joker +, loteries publiques organisées par la Loterie Nationale, remplacé par l'arrêté royal du 9 janvier 2011;

4° « tirage « Happy Letter » : tirage de la loterie complémentaire au « Lotto Extra » visée à l'article 3, alinéas 2 et 3;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2011 — 617

[C — 2011/03046]

10 FEBRUARI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 januari 2010 tot bepaling van de voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen « Lotto Extra » en « Joker + »

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij, de artikelen 3, § 1, eerste lid, en 6, § 1, 1^o, gewijzigd bij de Programmawet I van 24 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 januari 2010 tot bepaling van de voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen « Lotto Extra » en « Joker + »;

Gelet op het advies 49.110/2 van de Raad van State, gegeven op 17 januari 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 januari 2010 tot bepaling van de voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen « Lotto Extra » en « Joker + », gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2011, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Lotto-Extra »-trekking : een door de Nationale Loterij in overeenstemming met de door dit besluit vastgelegde regels georganiseerde trekking, dewelke aan het publiek wordt aangeboden onder de benaming « Lotto Extra »;

2° « Lotto-Speelpotfonds » : het fonds bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 houdende het reglement van de Lotto en de Joker +, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 oktober 2002, 10 augustus 2005 en 9 januari 2011;

3° « Joker + »-Speelpotfonds : het fonds bedoeld in artikel 26, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 houdende het reglement van de Lotto en de Joker +, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij, vervangen bij het koninklijk besluit van 9 januari 2011;

4° « Happy Letter »-trekking : trekking van de aanvullende loterij bij de « Lotto Extra », zoals bedoeld in artikel 3, tweede en derde lid;